



NOIR

**ET
ROUGE**

N° 45

CAHIERS

D'ETUDES

ANARCHISTES

Cahiers d'études Anarchistes

PERIODICITE : TRIMESTRIELLE

AUTOCRITIQUE

D'accord, pour ce N° 45 on aurait pu faire quelque chose de marquant, un truc de poids, un numéro spécial sur l'Anarchie par exemple, au lieu de causer syndicalisme ou parler de l'Irlande (où c'est ?) ou de camping, je vous demande un peu !

On n'est pas sérieux, on n'organise pas de galas, on n'a pas de cours du Militant ; on est des sortes d'anarcho-marxistes et pourtant on a la flemme de **former** des gens, les petits anarchistes de demain...

On n'est pas à la mode ou alors on est sourds puisque tous les gens « bien » le disent (et s'ils le disent c'est qu'ils y ont réfléchi, non ?) l'écrivent et le claironnent :

« Oubliez Mai et sa pègre, rejoignez les rangs des vrais partis révolutionnaires, soyez rouge, soyez psu ou trotskyste mais marchez dans la **bonne direction**, celle du centralisme rénové qui cette fois, on vous le jure, sera moins centraliste que les centralismes d'avant... »

On n'est pas efficaces, on rénove pas de syndicats, on croit encore qu'élection c'est trahison et que le « non » à de Gaulle n'était pas forcément une « victoire ouvrière » mais participait de la même merde. Pourtant des leaders syndicalistes (Séguy, Hebert) pensent le contraire : on doit donc se tromper. En plus, après le triomphe de Krivine — Krivine ? mais si, le gars qui voulait « comptabiliser » les voix de Mai — le camarade Rocard a, lui aussi, montré que l'anti-électoratisme était périmé en accédant au députanat révolutionnaire, alors ?

Alors on est condamnés par l'Histoire, on broutille, on mégote, on en est encore à espérer dans des comités de base, des soviets, des conseils, et à œuvrer pour ça, misère ! On pense que c'est à la base, toujours et partout, de s'organiser et de décider, on est grévistes sauvages, on est pour la subversion, on n'est pas pour la Révolution entre honnêtes gens.

Oui, on n'est vraiment pas sérieux. La preuve ? Fin septembre, à la rentrée comme on dit, Jean Grandmougin, un journaliste sérieux, lui, écrivait

(« Agri-sept » N° 249 — édito de J. G. intitulé « les aiguillages »), parlant des organisateurs « du complot » dénoncé par Marcellinopoulos : « ... La tactique à suivre a été arrêtée au cours d'une réunion qui s'est tenue dans une villa de la banlieue nord de Paris. Les tâches ont été réparties. Les maoïstes et anarchistes « travailleront » les ouvriers ; les guévaristes et trotskystes s'efforceront, dès la rentrée, d'agiter les facultés... ». Eh ben, nous, on n'a pas été invités ! De toute manière, si on l'avait été, on aurait perdu l'adresse de la villa ou on se serait égarés dans la banlieue nord...

NOIR et ROUGE



AU LECTEUR

En vrac, nous informons les camarades :

1) Après être restés 7 années au même prix (1,70 F) nous sommes obligés d'augmenter l'exemplaire de « NR » qui passe à 2 F (l'abonnement restant à 6 F pour 4 numéros). Nous ne nous étendons jamais ici sur les questions financières mais c'est un fait que l'impression devient un véritable *luxé* pour les militants révolutionnaires...

2) ...luxé d'autant plus coûteux qu'une répression larvée tend à s'exercer, dont notre N° 44 fut en partie la victime : une certaine proportion d'exemplaires (paquets et individuels) « s'égarèrent » en cours de route, ce qui a motivé un *ré-envoi* de notre part, après réclamation des lecteurs ; on voit la manœuvre. La même chose arrive à nos camarades d'I.C.O., du « Combat syndicaliste », bizarre ! Veut-on asphyxier, hypocritement, les petites revues militantes ? S'agit-il de consignes flicardes, ou d'agissements de postiers staliniens, voire fascisto-gaullistes ? Quoi qu'il en soit nous devons en tout cas avertir les camarades...

3) Petit détail : trop de correspondants nous écrivent, demandant une réponse, renseignements, etc., mais omettent d'y joindre le timbre nécessaire. Cela aussi coûte cher : serons-nous exigeants en demandant un petit effort de ce côté ?

(4) Une erreur d'impression sur la couverture du numéro *double* précédant le N° 44 présente celui-ci comme le N° 41-42 alors qu'en réalité il s'agit du N° 42-43 (comme indiqué d'ailleurs en ce même numéro sur la page de l'édito en haut et à gauche). Cette précision pour rassurer les nombreux camarades qui, imperturbablement, nous écrivent encore pour demander un N° 43... qu'ils ont déjà.

CONSTITUTION D'UN « COLLECTIF »



Une trentaine de camarades, travaillant dans des groupes de base, dans des entreprises, sur des quartiers ou dans les facultés, viennent de constituer un comité d'action contre la justice de classe et la répression dans la vie quotidienne. Pourquoi? Quelles sont les tâches de ce comité? Quels sont les instruments de travail qu'il entend se donner?

Les luttes directes contre l'appareil de répression patronal se multiplient et diversifient leurs formes : grèves sauvages, grèves-bouchons, bris de machines, séquestrations de patrons, occupations. Les agriculteurs résistent à la police. Les groupes de base travaillant sur les lieux de production, d'habitation, d'enseignement, sont de plus en plus nombreux. La crise sociale se développe dans les usines, bureaux, lycées, facultés, maisons de rééducation, foyers, bidonvilles. Dans ce contexte de crise existe aussi un mouvement de révolte individuelle qui riposte à l'oppression quotidienne et aux attaques policières par des attitudes « délinquantes » (vols, incendies, drogue...). Pour beaucoup de jeunes, cette critique en actes de la propriété privée et de la normalité bourgeoises précède souvent une action plus directement politique, ou va de pair avec elle.

Face à l'offensive des masses qui signifient par tous les moyens leur volonté de changements radicaux, la bourgeoisie ne peut que renforcer son appareil d'Etat, raffiner ses méthodes de répression dans la vie quotidienne, et faire jouer plus systématiquement la justice de classe contre les actions politiques. La prise en charge par le mouvement de son autodéfense sur le front de la justice de classe apparaît aujourd'hui une tâche politique de première importance, même s'il ne s'agit là que d'un front de lutte partiel.

Il importe d'empêcher par tous les moyens que ceux qui sont pris en transgressant les interdits par la classe dominante, ne se retrouvent seuls devant l'appareil judiciaire, ne soient séparés en ouvriers et étudiants, en « pègre » et « bons militants ».

Les objectifs qui doit se fixer tout instrument de lutte contre la justice de classe sont les suivants :

- lutter contre l'isolement des individus ou des groupes ;
- assurer la protection des camarades contre la répression pour renforcer leur détermination et leur confiance ;
- consolider la défense pour passer à l'offensive ;
- se forger ses propres armes et ses instruments autonomes de lutte également sur ce front.

L'action du mouvement sur ce terrain doit se développer dans deux directions :

- la défense active contre la répression par la justice de classe des actions politiques ;
- la défense active contre la répression dans la vie quotidienne.

I — LA DEFENSE ACTIVE CONTRE LA REPRESSION DES ACTIVITES POLITIQUES

1. Critique de la situation actuelle

Quand des camarades ont été arrêtés au cours de manifestations, ou au cours d'actions politiques diverses et quotidiennes, la défense organisée par le mouvement a été généralement jusqu'à maintenant très insuffisante. Pour quelques militants défendus, parce que étudiants, organisés politiquement, ils avaient le privilège de connaître des avocats, ils avaient un groupe pour prendre en charge les frais de justice, venir à leur procès, etc., combien de camarades isolés sont restés sans défense et ont pourri en prison. Quelques exemples :

— après la manifestation du premier mai à Belleville quatre camarades étrangers sont restés trois mois en prison, avant d'être expulsés sans aucun soutien politique, ni juridique ;

— si le soutien matériel aux camarades de Bordeaux a été en partie assuré, il y a eu carence totale du soutien et de la défense politiques ;

— le cas le plus significatif est celui du procès des katangais à l'occasion duquel on a vu des militants reprendre à leur compte les critères de la bourgeoisie : la distinction entre katangais et « bons militants » n'est fondée que sur l'origine sociale, c'est une distinction de classe ;

— enfin beaucoup de camarades subissent intimidations et menaces de l'appareil policier (perquisitions, interrogatoires, gardes à vue) ou sont arrêtés dans des manifestations, au cours d'actions directes de propagande ou dans des manifestations, au cours d'actions directes de propagande ou autres, sans que personne ne soit au courant, ni ne s'en préoccupe.

Dans tous ces cas, le mouvement risque d'exclure de fait des militants écueurs par l'isolement et le rejet dont ils sont l'objet.

Il faut aussi noter que dans la phase actuelle la bourgeoisie n'arrête pas les camarades en fonction de leur appartenance à une organisation, mais en raison des actions auxquelles ils ont participé ou ont l'intention de participer. L'organisation actuelle de la défense par les divers groupes révolutionnaires ne tient pas compte de cette réalité. Elle est en effet organisée selon les principes suivants :

— les divers groupes ne défendent que leurs propres militants, et plus généralement le mouvement ne s'occupe que des bons militants, des gens qu'on connaît. Il ne s'intéresse pas aux isolés, à ceux qui manifestaient ou agissaient peut-être pour la première fois. Ces derniers, en cas d'arrestation, ont alors tendance, croyant s'en tirer, à dire qu'ils n'ont pas fait ce qu'on leur reproche. Ils se constituent ainsi prisonniers du système de défense imposé par la justice bourgeoise, et risquent d'en sortir démoralisés. Même pour leurs militants, les divers groupes ne déterminent pas, le plus souvent, les bases politiques d'une défense. Ils laissent ainsi aux professionnels qu'ils utilisent une seule possibilité : organiser avec bonne volonté une défense dominée par les critères techniques, qui aboutit inéluctablement à la conciliation avec la justice de classe et nuit même à la défense personnelle du militant.

2. Comment organiser notre autodéfense contre la justice de classe ?

Les possibilités d'une défense active contre la justice de classe sont d'abord fonction de la détermination politique des camarades confrontés à l'appareil judiciaire ou policier. C'est au militant à assurer sa propre défense. Cette détermination elle-même dépend étroitement de la liaison entre les camarades et leur groupe, seul à même de discuter avec eux des bases politiques de leur défense, d'envisager les moyens de mobilisation et d'intégration de la riposte à la justice de classe dans sa lutte politique. La possibilité d'une telle riposte est donc moindre pour les camarades isolés. C'est pour ces derniers, en même temps que pour soutenir les groupes qui se heurtent concrètement à l'appareil judiciaire, qu'apparaît aujourd'hui nécessaire la constitution d'instruments de lutte contre la justice de classe propres au mouvement.

Parmi ces instruments de lutte, le comité d'action propose les éléments suivants :

— une permanence d'accueil fonctionnant tous les jours de 18 h à 20 h, ou plus en fonction des besoins, 73 rue Buffon (707.49.57), assurée par un groupe de camarades travaillant dans des groupes de base et comités d'action divers. Les camarades emprisonnés peuvent écrire à la permanence, exposer leur cas, demander des avocats. Leurs copains peuvent téléphoner ou venir. Des camarades sont toujours là pour discuter avec les copains qui ont un coup dur ou besoin de conseil, pour les mettre en contact avec les professionnels (avocats, médecins, etc.). Ainsi un plus grand nombre de ces derniers pourra aider efficacement les camarades.

— Une permanence au tribunal des flagrants délits le lendemain de chaque action ou manifestation ;

- un soutien financier des camarades emprisonnés non liés à un groupe de base, et aux groupes de base mêmes avant que les collectes ou les caisses de soutien propres à ces groupes pourvoient au soutien financier des camarades ;
- un soutien moral des camarades emprisonnés non liés à un groupe (parainage par des camarades qui maintiennent un contact permanent par lettres) ;
- un soutien moral et financier pour les proches des camarades emprisonnés.

Une assemblée a lieu périodiquement pour discuter la signification et l'orientation politiques du travail concret de la permanence avec la participation de tous les camarades concernés le lundi à 21 h, 73, rue Buffon.

Des commissions de soutien peuvent être constituées en fonction des cas concrets qui se présentent avec des camarades ayant des problèmes semblables ou s'intéressant particulièrement à ce cas.

Des cas de riposte exemplaire en France ou à l'étranger seront popularisés par le bulletin de la permanence.

La permanence mettra à la disposition des groupes, des brochures sur les « droits » de ceux qui sont interpellés, perquisitionnés, emprisonnés ou gardés à vue, appelés chez le juge d'instruction, devant les différents types de tribunaux. Une bonne connaissance des armes de l'adversaire doit en effet permettre plus facilement de déjouer ses manœuvres d'intimidation.

La permanence n'entend donc pas se substituer aux divers groupes mais les aider à organiser eux-mêmes leur défense active contre la justice de classe.

II — LA DEFENSE ACTIVE CONTRE LA REPRESSION DANS LA VIE QUOTIDIENNE

1. Critique de la situation actuelle

Peu de groupes ont eu l'occasion d'insérer dans leur travail politique le soutien à la lutte des masses contre la répression patronale, administrative, bref bourgeoise, dans la vie quotidienne. Souvent les camarades refusent de prendre en considération ces problèmes parce qu'ils apparaissent sous des formes individuelles, quotidiennes, non spectaculaires, dites non politiques.

Pourtant plus les groupes de base s'implantent, plus ils reçoivent de demandes nombreuses en la matière :

- c'est tel groupe travaillant avec des immigrés qui doit les soutenir dans leurs luttes contre leurs propriétaires, contre l'administration, contre leurs patrons : grèves de loyers, exigence de logements décentes, cas de non paiement des salaires, des allocations familiales ou des indemnités de chômage, licenciements, expulsions, cartes de travail.

- c'est telle section syndicale ou groupe de base gauchiste qui ne veut plus ou ne peut plus s'adresser à l'union locale pour résoudre les problèmes quotidiens antipatronaux de tout militant d'entreprise.

Ne pas pouvoir répondre à ces demandes c'est laisser ceux qui les formulent à la merci de l'appareil de la C.G.T. ou du P.C.F. Or il ne peut plus en être question. En effet dans certaines boîtes, les délégués C.G.T. témoignent pour le patron contre des camarades licenciés. La C.G.T. refuse de s'occuper des cas des immigrés parce qu'ils ne votent pas, des jeunes parce qu'ils sont révoltés, de tous ceux « qui ne font pas bien leur travail ». Ou encore en cas de lutte démarrée à la base, la C.G.T. dit on s'occupe de tout, brise la lutte, abandonne ceux qui l'ont initiée à l'appareil de répression pour sortir alors ses instruments de solidarité qui jouent le rôle de moyens de récupération. Dans ses services sociaux, d'entraide, juridiques, le P.C.F. est partie intégrante du système de gestion de la bourgeoisie. Il ne propose que des solutions individuelles, donc bourgeoises, aux problèmes de répression dans la vie quotidienne.

Notre comité d'action tentera au contraire systématiquement d'impulser des formes de riposte collectives, ce qui sera rendu possible par sa liaison avec les

groupes de base ou par la constitution de groupes nouveaux sur les problèmes qui se présenteront.

L'appropriation par les groupes de base d'instruments de lutte contre la répression dans la vie quotidienne libère de la peur que maintient la perspective légaliste, à laquelle conduit le plus souvent la non-possession de tels instruments. Ces instruments autonomes de lutte contre la répression dans la vie quotidienne sont l'autre volet de ce que propose de mettre en place notre permanence.

2. Les instruments de défense active contre la répression dans la vie quotidienne

Ce n'est pas parce qu'on utilise, entre autres, des moyens légaux, qu'on travaille dans une perspective légaliste : c'est ce postulat de base qui anime les camarades qui participeront à la mise en place des instruments énumérés ci-dessous.

Deux types de situations peuvent se présenter que nous décrirons à travers un exemple :

— un groupe travaillant sur un bidonville constate que leurs cartes de travail sont refusées à une dizaine d'Algériens, ou que ceux-ci sont licenciés sans paiement des salaires et indemnités. Même si une lutte ne démarre pas sur ces points, et précisément pour aider à ce qu'elle démarre, le groupe doit donner aux Algériens les moyens de récupérer leur argent, les aider dans les démarches pour l'obtention des cartes. C'est le soutien quotidien contre la répression dans un contexte d'absence de lutte.

— un cas de grève dans un foyer d'immigrés ; des immigrés considérés comme meneurs sont assignés en expulsion. Le groupe local doit leur donner tous les moyens légaux pour se défendre, éviter leur expulsion et la démoralisation consécutive du foyer : c'est l'utilisation d'instruments légaux dans une lutte dont les formes sont déterminées par les camarades du foyer.

A la permanence, 73, rue Buffon (707.49.57) de 18 h à 20 h tous les jours existent des instruments de lutte semblables à ceux proposés pour la lutte contre la justice de classe.

— Les camarades de la permanence discutent avec les groupes de base des cas de soutien à des luttes contre la répression dans la vie quotidienne, fournissent aux camarades les renseignements techniques, les connaissances qui leur permettront de répondre eux-mêmes aux demandes qu'ils rencontrent sur leurs lieux de travail politique, fournissent en cas de besoin l'appui des professionnels dans les mêmes conditions que précédemment.

— La permanence réalise des brochures pratiques pour permettre aux camarades de résoudre eux-mêmes les problèmes propres à leurs secteurs de travail : que faire en cas de licenciement, mutation, non paiement des salaires ou paiement au-dessous du coefficient, etc.

— Des commissions de travail réunissent les camarades intéressés par un même problème concret pour étudier toutes les possibilités de lutte sur cette question qu'il s'agisse d'action sur les loyers, de défense contre la répression des jeunes drogués, d'action en direction des immigrés, etc.

L'assemblée périodique de la permanence (73, rue Buffon, le lundi soir à 21 h) portera également sur cette partie du travail ; de même le bulletin popularisera les actions exemplaires ou les soutiens prolongés conséquents réalisés en France ou à l'étranger sur ce terrain de la lutte contre la répression dans la vie quotidienne.

Cette permanence est ouverte à tous les groupes qui estiment utile de participer à l'organisation de l'autodéfense du mouvement contre la justice de classe et au soutien des luttes contre la répression dans la vie quotidienne. La permanence est au service des groupes militants qui seuls sont à même d'insérer cette lutte partielle dans leur lutte politique. Mais elle ne peut le faire que dans la mesure où les groupes acceptent de mener cette lutte de façon conséquente, selon des perspectives tracés en fonction de l'expérience acquise par l'ensemble du mouvement sur ce terrain, expérience dont la permanence doit constituer la caisse de résonance.

IRLANDE



Il y a deux mois, nous recevions l'article ci-dessous d'un camarade anglais ; certes, la situation a « évolué » en Irlande depuis, mais les mêmes causes demeurent. Tel quel nous pensons qu'il présente un intérêt certain, c'est pourquoi nous l'avons traduit pour ce numéro, nous réservant de revenir sur la question si nécessaire.

*
* *

Comprendre la situation présente de l'Irlande du Nord revient à imaginer ce que pourrait donner l'intervention soudaine de Calvin dans la politique de la Suisse contemporaine. Le problème religieux n'est pas à la base de cette situation ; il constitue seulement un outil entre les mains des dirigeants de la province.

La domination protestante est un produit de l'impérialisme britannique du XVII^e siècle. C'est à cette époque qu'on « importa » un grand nombre d'Ecosais des Lowlands pour contrôler la population catholique ; on les y maintint en leur donnant des privilèges et en saisissant à leur profit les terres des Irlandais, dont l'organisation était encore tribale. Les Anglais de tendance « High Church » (1) furent trop heureux d'être débarrassés de cette encombrante section protestante de la population, d'autant plus qu'ils purent l'utiliser pour mater les catholiques éternellement rebelles. Les traditions de ce groupe remontent principalement à la période des guerres des Stuart qui essayaient de reconquérir leur trône perdu. Les protestants du Nord soutenaient les prétentions du Hollandais Guillaume d'Orange, et c'est à cette période que remontent la plupart des traditions politiques.

C'est l'Ordre d'Orange qui assure le maintien de la domination politique de la communauté protestante. Il s'agit d'une organisation de type maçonnique, directement représentée à la tête du parti politique légal : le Parti Unioniste. Ce parti est directement affilié au parti Conservateur de Westminster. Tous les Premiers ministres de l'Ulster depuis l'accession de cette province à l'existence en tant qu'entité séparée (en 1920) sont membres de l'Ordre d'Orange, de même que la plupart des députés unionistes. Les origines maçonniques de l'Ordre sont encore visibles dans le goût de cette organisation pour le rituel, les processions, les serments d'obédience terrifiants, au son frénétique des gros tambours dits « Lambeg drums », dont les tambourinaires se mettent souvent les mains en sang à force de frapper ! Ce parti et cet Ordre, étroitement imbriqués, sont dominés par une aristocratie terrienne dont l'emprise sur ses partisans, quoiqu'un peu branlante, a toujours été suffisante pour tenir en respect la bourgeoisie industrielle

(1) « High Church » (Haute Eglise) : tendance de l'Eglise anglicane qui, par opposition à la « Low Church » (Basse Eglise) fondamentaliste, ne voyait dans la rupture avec le catholicisme romain qu'une marque d'indépendance face à la Papauté, et préservait l'ancien Rituel (N.D.T.).

protestante et ses prétentions. Il ne faut pas sous-estimer le pouvoir de cette classe : il fut suffisant pour empêcher le vote du « Irish Home Rule Bill » en 1912 par l'importation d'une cargaison d'armes à Larne pour armer les partisans et l'organisation simultanée d'une mutinerie parmi les officiers stationnés en Irlande, causant l'effondrement de l'administration libérale.

Depuis le partage, en 1922, les catholiques sont en minorité dans les six comtés qui forment l'Ulster. Chaque tentative de cette minorité de changer quelque aspect que ce soit de l'ordre politique a été sauvagement réprimée. Cette répression, jointe au fait que les deux communautés possèdent des cultures mutuellement hostiles, a conduit la minorité catholique du Nord à se tourner vers le Sud à la recherche d'un soutien politique. C'est la raison d'être du Sinn Fein (les Républicains) et de son organisation militaire l'I.R.A. (« Irish Republican Army »). Le but poursuivi par ces deux organisations est la réunification de l'Irlande. Cela suscite naturellement bon nombre de réactions hystériques au sein de la communauté protestante du Nord, qui y voit le signe d'une tentative de reprise en main par Rome et les « Scarlet Women » (2) etc. Les deux organisations sont illégales au Nord comme au Sud, mais l'Eire a tendance à fermer plus ou moins les yeux la plupart du temps. Quand elle est nécessaire, la répression est cependant sauvage et ne se fait guère attendre. Les deux organisations ont perdu un nombre considérable de supporters en raison du terrorisme indiscriminé qu'elles ont pratiqué de 1938 à 1940 et lors de la campagne de 1956 et 1957, qui fut un échec. Peu furent pris, mais de nombreux militants furent internés par leurs propres gouvernements, qui réussirent à décapiter politiquement et militairement les deux mouvements. La crise présente a gonflé de nouvelles recrues les rangs des deux mouvements, mais les armes font totalement défaut et l'influence stalinienne est forte, entraînant la paralysie habituelle. Les campagnes de 1956 et 1957 en particulier ont montré que la masse des catholiques du Nord se désintéressait du Sinn Fein ou lui devenait franchement hostile, tout en les considérant toujours comme étant « des leurs ». De plus, cette masse n'est guère désireuse de se priver des avantages attachés au « welfare state » et de la relative liberté de mœurs qui règne au Royaume-Uni pour les échanger contre le rattachement au Sud dominé par l'Eglise. L'Article 44 de la Constitution de l'Eire garantit en effet le pouvoir de l'Eglise.

Economiquement l'Ulster pompe substantiellement dans la cassette du Chancelier de l'Echiquier sans que Londres se soit jamais trop inquiété de savoir comment ces subsides étaient distribués, observant une prudence justifiable face à toute interférence dans les affaires intérieures de l'Ulster. Le système électoral est truqué — à Derry, par exemple, l'électorat est à 66 % opposé au parti Unioniste et les effectifs de ce parti à l'assemblée locale sont régulièrement à l'inverse de cette proportion ! Pour atteindre ce résultat tous les moyens connus sont employés, y compris la bonne vieille tactique irlandaise du vote des morts (bien connue en Corse ! NDT).

L'immense majorité des catholiques est anti-unioniste mais est représentée par un nombre incroyable de partis qui empiètent les uns sur les autres, échan- gent leurs membres, etc., etc. Inutile de dire qu'ils sont tous intégrés au système

(2) « Femmes Ecarlates » désigne dans la propagande protestante, les Cardinaux catholiques dans leurs soutanes rouges (N.D.T.).

(à l'exception du Sinn Fein qui est hors la loi) et que leur politique est peu à peu devenue une simple protestation ritualisée, pour la forme. La situation de la classe laborieuse catholique est vraiment effrayante. La proportion des chômeurs s'élève parfois jusqu'à un homme sur quatre dans le Bogside de Derry. Les femmes et les enfants arrivent à se procurer des emplois sous-payés, mais pas les hommes, puisque leurs salaires seraient plus élevés. Il en résulte une immigration fantastique vers l'Angleterre, voire vers Belfast, où le marché du travail est relativement plus ouvert.

La corruption née de cinquante ans de ce régime est tout à fait incroyable. Un des membres du Cabinet (Captain Brooke) détient la majorité des parts d'une société qui se spécialise (avec succès) dans le racolage des firmes étrangères alléchées par les prêts et les avantages qu'il peut leur faire obtenir dans le cadre du Plan de Développement. Un autre, Harry West, a été impliqué dans une affaire d'obtention de subsides accordés pour la construction d'un aéroport parfaitement inutile. Cette corruption se retrouve à tous les échelons, jusqu'au niveau local. Quiconque s'avise de dénoncer ce scandale patent est aussitôt traité de communiste et de Fénián (nom des rebelles irlandais du Sinn Fein).

Le Mouvement pour les droits civiques

L'association pour les droits civiques (Civil Rights Association, ou C.R.A.), fut créé il y a quelque deux ans pour exposer les doléances de la minorité. C'était une organisation réformiste, dominée par les éléments nationalistes et stalinistes. Elle se déclarait opposée à l'action dans la rue. Sa section de la Queen's University à Belfast appela cependant à un meeting dans Duke Street, à Derry, une marche avait été prévue qui fut empêchée par la police. Les manifestants s'assirent par terre dans la rue et tinrent un meeting d'où sortit spontanément la « people's democracy », connue sous le nom de P.D. C'est une organisation entièrement révocable qui se contente d'élire des délégués quand le besoin s'en fait sentir et qui dissout toutes les commissions dès qu'elles se sont acquittées des tâches précises pour lesquelles elles s'étaient formées. C'est la solution idéale pour les conditions matérielles qui prévalent à l'université.

C'est à ce moment que se produisit une rupture radicale entre la tendance de l'association pour les droits civiques qui s'en tint au slogan : « On man, one vote » (Un homme, une voix) : les élections locales sont en effet régies par un système censitaire qui accorde plusieurs voix aux riches — et celle des P. D. et du Comité d'Action de Derry qui adoptèrent en plus les mots d'ordre anarchistes et Jeunes Socialistes : « Un homme, un boulot » et « Un homme, une maison ».

Comme le montre l'article sur les « B Specials », la domination protestante dispose de sa propre force armée. Comme si ce tas de fous armés n'était pas suffisant, il existe une autre bande de Guerriers de Dieu placée directement sous les ordres du révérend Ian Paisley lui-même. Ces loyaux serviteurs, connus sous le nom de « Ulster Volunteer Force », sont munis des armes les plus modernes, volées aux « B spéciaux » qui ont droit de garder leur armement personnel sous leur lit pour parer à toute éruption d'activité des Féniáns. Le révérend considère les chefs actuels du parti unioniste comme des renégats et des crapules. Ses mots d'ordre sont de défendre la religion protestante contre le pape écarlate de Rome. C'est un homme d'un grand courage personnel et d'une extrême étroitesse d'esprit qui est prêt à tout pour écraser l'église catholique

d'Ulster. Mais sa loyauté n'est pas pour Westminster ou pour la reine, elle est tout entière pour la domination protestante, et l'a conduit à défendre les extrémistes du parti unioniste, qui se sont fait les partisans d'une U.D.I., d'une déclaration unilatérale d'indépendance à la Rhodésienne.

La minorité catholique est évidemment désarmée et s'en remet à la puissance qui n'est que trop mythique, de l'I.R.A., cauchemar de la police régulière, des « B Special » et du Révérend Paisley. C'était son audace qui constituait la force principale de l'I.R.A., mais cette audace n'est plus, elle aussi, qu'une triste parodie de son passé.

La classe laborieuse catholique voit clairement et comprend que la guerre de religion est un outil aux mains de l'aristocratie terrienne de l'Ulster, mais ce n'est qu'une vision à sens unique de l'affaire car, pour les paisleyistes, il s'agit bel et bien d'une affaire de religion. Les partisans de Paisley se recrutent surtout parmi les travailleurs protestants pauvres, et le mouvement Paisleyiste défend des mots d'ordre radicaux en ce qui concerne le logement et les conditions de vie de ces gens. Cependant, l'abandon de tels mots d'ordre n'entamerait en rien son audience.

A l'intérieur de la C.R.A.

La campagne pour les droits civiques est une combinaison précaire de diverses forces. La C.R.A. elle-même est réformiste et les membres du P.D. la traitent de « Green Tory » (Conservateur Vert) (1). Ce sont les marches organisées par le People's Democracy qui la poussèrent à l'action plus militante. Les éléments libertaires travaillent surtout au sein du P.D. (je ne le fais pas exprès ! N.D.T.) dont la base est à Belfast. Les mots d'ordre du P. D. reflètent le milieu étudiant dans lequel il travaille. Il soutient le Comité de Défense de Derry, dont la base est plus ouvrière, ainsi que le Comité d'Action du Logement de Belfast. Ces deux organisations installent des familles de squatters pour tenter de briser le système de logement social dont la partialité en faveur des protestants date de toujours (c'est le contraire qui est vrai dans les zones à majorité catholique).

A Strabone, un groupe d'action pour le logement tenta de rompre l'emprise des « Green Tories », qui appelèrent rapidement la police. Ces comités se composent de plusieurs éléments : républicains, jeunes socialistes (2), anarchistes, et inorganisés (Les républicains sont souvent socialistes en même temps : ce sont les Socialistes Connollistes (3). Les relations entre tendances subissent des varia-

(1) De même que l'Orange est la couleur de l'Ulster Protestant et Unioniste, le Vert est la couleur de l'Irlande Catholique traditionnelle. Les Tory sont traditionnellement opposés aux Whigs, dans la tradition parlementaire anglaise. Au XIX^e siècle, les Tories devinrent le parti Conservateur (identifié à l'impérialisme britannique) et les Whigs le parti Libéral, (soucieux de réformes). Les Unionistes d'Ulster s'allièrent aux Conservateurs anglais (N.D.T.).

(2) Les jeunes Socialistes d'Irlande du Nord forment une organisation autonome qui (N.D.T.) n'a rien à voir avec les Jeunes Socialistes de Grande-Bretagne, homologues de l'A.J.S.

(3) Connolly fut l'un des leaders de l'insurrection républicaine à Dublin en 1916. Son emblème était la Charrue étoilée (la Grande Ourse s'appelle la Grande Charrue en anglais) pour symboliser la république des travailleurs. Il fut fusillé par les Anglais. (Voir également plus loin) (N.D.T.).

tions dépendant de la situation : en période de calme on assiste à des luttes stériles pour le « leadership » qui sont vite reléguées au second plan pendant les périodes d'action et ne sont que rarement résolues. A la C.R.A., la direction appartient entièrement aux députés membres du mouvement et du parti communiste, c'est-à-dire à Betty Sinclair, vieille jument de retour stalinienne de 60 ans. C'est le P.D. qui les pousse à l'action, d'où l'explosion de colère de Betty, qui définit le P.D. comme un complot anarcho-trotskyiste destiné à discréditer l'histoire du peuple irlandais. Comme le P.D. était prêt à affronter l'hostilité et la stupidité des paisleyistes et les brutalités policières, la C.R.A. entra en action sous peine d'être dépassée par la gauche. Mais, manquant du contenu social qu'y mettait le P.D., les mots d'ordre de la C.R.A. concernant les droits de la minorité soulevèrent considérablement plus d'animosité que les attaques bien plus radicales du People's Democracy, qui tenta avec détermination mais sans grand succès de dénoncer la fausseté de l'aspect religieux de la lutte. Le P. D. constituait une sorte de Forum ouvert qu'un commentateur put qualifier, sans hostilité, de cirque révolutionnaire libéral. En tout cas, il encouragea les discussions et se montra toujours prêt à écouter les protestants et à discuter avec eux. Ses méthodes étaient non-violentes mais il n'avait pas peur d'indiquer qu'il ne pourrait en être toujours ainsi si la situation changeait.

A Derry même se trouvait un groupe moyen d'anarchistes et un très grand groupe de Jeunes Socialistes mais divisé par des luttes de fractions, le Labour qui est presque entièrement entre les mains des connolistes et les « young hooligans » (jeunes voyoux). C'est ce dernier groupe qui a constitué la force principale des combattants de Derry.

Dès le début de la campagne pour les droits civiques, Derry en devint un des centres tout naturels : c'est une relativement grande ville et un condensé de tous les abus qui règnent sur l'Ulster. Quand le P. D. effectua sa marche de Belfast à Derry, le premier janvier de cette année, il tomba dans une embuscade et il y eut de nombreux blessés. A la fin de la marche, la police perdit la tête, et se mit à tout casser dans le quartier catholique pauvre, en tirant des coups de feu dans tous les sens comme une bande de cow-boys ivres. Les flics furent repoussés et tenu en respect pendant cinq jours. Le fait se répéta trois fois, jusqu'au récent épisode du 12 août, quand les gens ont décidé qu'il y en avait marre.

Les gosses de Derry ne sont pas plus voyoux que leurs aînés. Mais ce sont eux qui doivent supporter le plus en fait de chômage, d'émigration, de brutalités policières, etc. « Un homme, une voix » est un slogan qui ne les intéresse pas ; ce qu'ils veulent, c'est des baraques et du boulot et la seule façon qu'ils ont de les obtenir, c'est de balancer le parlement de Stormont. Les leaders de la C.R.A., ayant obtenu leurs précieuses concessions désiraient mettre fin à la bagarre, mais ils furent débordés par la gauche par les « hooligans » (qui, pendant cette période, acquirèrent une certaine conscience politique et un sens de l'organisation aussi bien interne qu'en ce qui concerne les rapports à maintenir entre les groupes), comme ils l'avaient été par le P.D. En toute vérité, ce sont ces gosses joints aux Jeunes Socialistes et aux anarchistes (qui ont les mêmes origines qu'eux) qui ont tenu le Bogside, assiégé pendant trois jours par une police anti-émeute bien entraînée, forte de 1 500 hommes.

People's Democracy

La méthode d'organisation du P. D. est démocratique et a évidemment donné naissance à une certaine forme de leadership fondée sur la reconnaissance du bon sens (?) et le talent oratoire. Ce qui ne signifie pas que ceux qui s'expriment moins bien n'ont pas la parole ou restent inactifs, car l'organisation des débats permet à tous de s'exprimer (1). Certains manifestent d'ailleurs de l'impatience devant la lenteur qui en résulte, mais c'est la seule garantie de la participation active de tous. Il importe de bien comprendre cet aspect des choses car les autres organisations radicales et révolutionnaires (certaines sections appartenant à la gauche de la C.R.A. et des Jeunes Socialistes) ont toutes adopté ce processus plus ou moins tel quel. Non seulement chacun peut s'exprimer et s'exprime, mais encore chacun réalise ainsi qu'il est engagé dans et par chaque action en tant qu'individu. Un des résultats de cette méthode d'organisation est qu'en tant qu'organisations séparées, les divers groupes socialistes et anarchistes n'ont guère de cohésion. Il y a évidemment des réunions de fractions, mais chaque décision tend plutôt à être adoptée en fonction de la valeur des arguments avancés pour la défendre qu'en fonction de la discipline de groupe. Les Jeunes Socialistes manifestent en général plus de discipline de groupe que les autres organisations, mais cela est contrecarré par l'existence de diverses factions en leur sein. En fait, les débats permettent rarement de déterminer l'appartenance des orateurs à tel ou tel groupe.

Du côté des socialistes, ce phénomène est dû à l'influence du socialisme de Connolly, qui défendait la thèse que le socialisme était impossible dans une Irlande divisée, condamnée à être la victime ou le client de l'Angleterre ; il était d'autre part partisan d'un socialisme très libertaire, conçu à l'image de l'IWW, dont il fut l'un des responsables dans les années 1900. Les ressemblances avec le mouvement des Communistes de Conseils allemands sont nombreuses : forte discipline de parti, mais contrôle ouvrier proposé comme but final, le parti n'étant considéré que comme une organisation de propagande, une activité pré-révolutionnaire. Mais il n'a jamais tenté de définir sérieusement le rôle de l'Etat. (Il s'agit là peut-être d'une faiblesse caractéristique des révolutionnaires dans les états clients, qui ont tendance à concevoir la révolution comme un divorce avec le capitalisme occidental, sans voir que l'économie d'un petit pays est toujours tributaire de celle de pays plus importants dans un système capitaliste). Le nom de Connolly sert à la déification de tout mouvement socialiste en Irlande, y compris le P. C. Quoi qu'il en soit, son influence idéologique se fait encore énormément sentir.

(1) A chaque réunion, le président de séance est élu par les participants. Seul celui qui a la parole règle les débats : ceux qui veulent interrompre ou poser des questions doivent s'adresser à lui pour qu'il leur accorde la parole, et non au président de séance. Pour qu'une décision soit prise, il faut formuler une motion. Celle-ci est alors discutée suivant les règles habituelles pour un débat, avec l'exception signalée plus haut. Les commissions sont constituées quand le besoin s'en fait sentir et dissoutes quand leur utilité cesse. La seule commission permanente est la commission des finances, qui n'est pas habilitée à dépenser des sommes autres que celles décidées en assemblée générale. N'importe qui peut assister à une assemblée générale (et c'est ce qui se passe le plus souvent), et toutes les décisions peuvent être renversées. Ce mode d'organisation assez peu orthodoxe a donné naissance à l'expression « tenir une people's democracy », chaque fois que quelqu'un tient un meeting ou une discussion publique dans la rue. Bien entendu, cette méthode peut donner lieu à des abus, mais elle a marché remarquablement bien pendant la période d'agitation dans la rue.

Pour la plupart, les anarchistes et sympathisants libertaires n'ont pas d'organisation séparée, et travaillant avec les diverses organisations, ou en leur sein, spécialement les campagnes pour le logement. Il faut cependant mettre l'accent sur le fait que la plupart des squatters ont agi de leur propre chef, sans aide (1).

Les éléments actifs sont très peu nombreux, mais bénéficient d'une audience incroyable qui serait presque incompréhensible ailleurs. Ils sont plus respectés que le Sinn Fein ne le fut jamais ; ceci parce qu'ils offrent une alternative à une société fondée sur l'intolérance, et qu'ils n'ont pas de liens avec le type de sociétés (socialiste, libérale, Irlande du sud, etc.) que l'on peut connaître ailleurs. Leurs actions ont toujours été très courageuses, aussi bien pendant la période non-violente qu'actuellement. Différents en cela de Sinn Fein, ils agissent au grand jour et sont tous connus. Si la vie politique irlandaise suit son cours habituel, on peut déjà prévoir que l'U.V.F. du révérend Ian Paisley ne tardera pas à leur envoyer des commandos de meurtriers. La plupart de ces camarades ont fait l'objet de menaces, certains ont vu brûler leur maison et d'autres ont trouvé des balles de revolver dans leur boîte aux lettres avec des lettres d'avertissement. Ils ont besoin de toute l'aide possible.

Regroupement (?)

La situation actuelle est née de la colère de la minorité catholique pauvre devant le mauvais gouvernement de Stormont. Les anarchistes et les socialistes se battent pour la destruction de Stormont (le parlement de l'Irlande du Nord) et pour la dissolution des « B Specials ».

Les difficultés auxquelles se sont heurtés les révolutionnaires sont de deux ordres : d'une part le regain naturel de popularité des groupes nationalistes et d'autre part l'intervention de Lynch, Premier Ministre de l'Irlande du Sud, que ses propres éléments nationalistes ont poussé à l'action. Dans le premier cas, l'incompétence même des groupes nationalistes a suffi pour en détourner de nouveau la population. Dans le second, les gens se sont vite sentis trahis du fait de l'action même de Lynch et le soupçonnent maintenant de chercher seulement à récupérer les trois comtés à majorité catholique qui furent abandonnés dans l'accord Collins en 1922.

Ainsi, dans la fraction radicale du Mouvement pour les Droits Civiques, deux grands groupes, souvent peu distincts l'un de l'autre, ont émergé de la lutte. D'une part un regroupement radical et libertaire qui s'est consacré aux aspects sociaux et dont la tactique est anti-nationaliste et anti-tory au Nord comme au Sud. C'est un groupe relativement petit, mais son influence est immense dans tout le mouvement pour les droits civiques tandis qu'il manque d'existence réelle dans le Sud. L'autre regroupement a une existence formelle sous le nom d'Alliance Socialiste. Mais il s'agit d'un regroupement assez confus, fortement influencé par le groupe anglais International Socialist (quasi-trotskiste) et par le Connollisme, le tout se mêlant à des tactiques et des méthodes d'organisation libertaires.

Le lien affectif avec le mouvement républicain est encore vivant mais se trouve nié dans les faits par l'idée que ce genre d'activités a fait son temps. D'une

(1) Dans un des cas, un homme menaça de mettre le feu à ses vêtements sur les marches de l'Hôtel de Ville de Derry ; d'autres occupèrent l'Hôtel de Ville de Derry.

certaine façon, c'est quelque chose d'entièrement nouveau qui s'est produit en Irlande. Le peuple s'est soulevé. Au cours des charges à travers les rues misérables, crasseuses, aux maisons incendiées, le mot d'ordre du Bogside est : « Nous sommes le peuple ! Nous sommes le peuple ! », scandé comme pour un match de football. Ceci exprime le sentiment que nos camarades ont réussi à créer et, avec les Jeunes Socialistes, le P. D. et les « Young Hooligans », ils ont changé le visage de l'Irlande contemporaine. Il n'y aura pas de retour en arrière. Seule la répression armée permettrait de maintenir l'Irlande dans le statu quo datant du XVII^e siècle, c'est plus que n'en pourrait digérer un parlement britannique de nos jours.

La principale difficulté pour le groupe libertaire est qu'il doit faire face à la question de la partition. L'idée généralement admise est qu'il s'agira d'un faux problème tant que le Sud ne se sera pas mis en mouvement pour se débarrasser de ses politiciens traditionnellement clients de l'Angleterre et tant que l'activité des groupes révolutionnaires ne sera pas plus concernée par les problèmes sociaux. Des espoirs en ce sens s'étaient fait jour il y a environ trois ans quand l'I.R.A., le Sinn Fein, et surtout leurs organisations de jeunesse, avaient amorcé un net virage à gauche. Mais la crise actuelle a rendu la suprématie à la vieille garde nationaliste et aux staliniens qui les contrôlent tant bien que mal. Aussi nos camarades et les membres de l'Alliance Démocratique des Etudiants ou S.D.A. (organisation de type S.D.S.) se trouvent-ils isolés de la population et ne sont guère en mesure de stimuler l'action comme le font nos camarades du Nord.

Ils ont néanmoins remporté de gros succès dans les actions de squatters et dans la « Free Schools Campaign » (mouvement de contestation dans les écoles contre la discipline, etc. N.D.T.). Il existe aussi un groupe catholique libertaire marxiste, le « Grille », qui a fait un boulot formidable au sein des Gardai (les forces de police du Sud, organisées comme une gendarmerie). Il semble très probable que les prochains mois voient une grève éclater parmi la police du Sud. Un grand nombre de flics ont gagné le Nord pour aider les droits civiques — en contradiction directe avec les ordres reçus. Une fois encore, ces actions sont contrecarrées par les éléments nationalistes qui les taxent de manœuvres de division et n'ont pas hésité à attaquer des camarades du S.D.A. et des anar et à leur casser la gueule.

En bref, la situation présente est pleine d'espoirs en raison des erreurs commises par l'Ordre d'Orange et sa fraction armée et vu la stupidité crasse de la vieille garde nationaliste. La difficulté de la situation vient de ce que l'initiative est justement entre les mains de ces éléments parce que les révolutionnaires et les autres radicaux sont confinés dans une attitude défensive et manquent la force nécessaire pour consolider et étendre leurs positions. A la vérité, ils forment au Nord un petit groupe respecté et écouté qui souffre cruellement du manque de ressources matérielles et du manque de force. Le combat irlandais sera très long et nos camarades ont besoin de toute l'aide possible, précisément en ce qui concerne l'argent. Si nous sommes incapables de construire maintenant, la perspective libertaire sera perdue dans les luttes futures et l'initiative appartiendra de nouveau à la vieille garde nationaliste qui ne sont rien d'autre que des Tories Verts, et la situation sera encore plus difficile pour le peuple de l'Ulster.

Il faut qu'on comprenne bien que la campagne pour les droits civiques progresse sur le tranchant d'un rasoir. Pour le moment, les éléments libertaires et

socialistes entraînent les gens avec eux, mais c'est contraire à toutes les traditions et à toutes les émotions (sic) de l'homme de la rue qui voit les choses d'abord en termes de sectarisme. Le respect accordé aux membres du P. D. fait que la campagne pour les droits civiques ne fait que très peu de place au sectarisme. Toutefois, si nous manquons de soutien, la vieille garde nationaliste ramènera les classes laborieuses au sectarisme.

Il ne faut pas perdre de vue que cet article décrit la situation générale lors des soulèvements à Derry et à Belfast. Naturellement, de nombreux détails ont pu changer depuis et les groupes mentionnés ont traversé une expérience qui changera leur conscience. La chronologie et l'analyse de ce phénomène seront examinées plus tard, mais pour faire comprendre la situation l'article a été écrit pour couvrir les événements jusqu'au 12 août. Au point de vue de la conscience politique, beaucoup a changé, mais politiquement les mêmes alternatives existent. Il est impératif que les éléments libertaires reçoivent toute l'aide qui peut leur être apportée car, s'ils sortent de cette crise avec succès, la vieille garde sera écrasée et l'avenir du peuple irlandais sera très prometteur.

(A suivre)

John Boule.

|||||

REPRESSION

Procès contre le groupe de jeunes libertaires de la région de Valence, qu'un Conseil de Guerre a condamnés. Manuel Caceres : 18 mois de prison ; Pedro Gallegos et Miguel Lacueva : 6 ans ; Salvador Soriano, José-Louis Alonso et Floreal Rodriguez : 18 ans ; Miguel Muñoz : 20 ans.

Le capitaine général n'a pas signé les condamnations, ce qui se fait lorsque les peines rendues sont inférieures au délit.

Les dossiers sont examinés par la Cour d'Appel.

*
* *

LES ANARCHISTES EN CAMPING...



L'article ci-dessous ne reflète pas l'opinion unanime du groupe. Il ne reflète donc qu'une position, deux autres s'étant dégagées au cours de la discussion ayant suivi sa lecture. Des copains pensent, ainsi, que nous (« NR ») nous donnons le beau rôle ou celui d'arbitres en renvoyant tout le monde dos à dos après une critique sereine et évidemment « objective » ; que les rédacteurs esquivent, par exemple, le problème du manque d'argent en assimilant les démunis à des « piqueurs » (voir le passage sur l'économat) ce avec quoi ils ne sont pas d'accord ; qu'enfin les vrais problèmes sont seulement abordés — trop vite — aux conclusions. Ces réserves faites, ils sont néanmoins d'accord pour la parution de l'article, à défaut d'étude plus complète. Enfin, une 3^e position, plus radicale, pense que traiter ainsi d'un microcosme libertaire au sein d'une société étatique relève du réformisme ou de la naïveté et ne voit donc aucun intérêt à publier une telle étude dans « NR ». Peut-être beaucoup de lecteurs seront-ils d'accord avec cette dernière critique ? On verra bien. Quoi qu'il en soit le problème posé était ardu...

En l'absence d'un « contre-article » qui aurait pu mieux préciser les objections émises (un court paragraphe soulignant l'importance politique du camping, autre critique faite, a toutefois été incorporé au texte initial — voir passage sur « l'Hydre de Lerne » — après une discussion qui n'a pas non plus fait l'unanimité !) nous nous sommes finalement mis d'accord pour passer l'article présenté, précédé de ce chapeau explicatif ; ce qui nous a semblé la solution la plus honnête et la plus simple. Au camarade lecteur d'en juger.

Les anarchistes se sont réunis cet été dans le sud-ouest de l'Angleterre (Cornouailles) pour leur camping international annuel. Bien que nous n'ayons guère l'habitude de traiter ici de tels sujets et que ce dernier ne semble pas à première vue, en regard de tant d'autres, grave ou urgent, nous croyons cependant utile d'y consacrer quelques réflexions et de tenter d'en tirer quelques enseignements. Nos avis ne sont que ceux de membres du groupe ayant participé au camping, aussi les opinions (quelles qu'elles soient) de camarades d'autres groupes ou individuels, seront-elles les bienvenues si l'ouverture d'un débat semble nécessaire. Il paraîtrait d'ailleurs normal que ce débat — à froid — ait lieu, après les débats plus vifs qui eurent lieu pendant ces vacances anglaises...

*

* *

Bien que nous ignorions si nous saurons traiter de toutes les questions soulevées par ce camping, plus nombreuses et complexes qu'on ne l'imagine après expérience, la grosse question semble être : sommes-nous capables de vivre ensemble, même pendant un temps limité, en organisant notre communauté de façon sinon immédiatement communiste (libertaire) ou anarchiste (méfions-nous des grands

mots !) du moins intelligente, avec un *minimum* de cohérence en regard de nos idées ? Et la première réponse, brutale, semblerait aussi être : non, nous n'y sommes absolument pas prêts et nous, anarchistes, prétendument libérés de tant de choses, avons tout à apprendre pratiquement d'une vie communautaire hypothéquée de toutes les saloperies d'une société que nous retrouvons à chaque tournant, du simple égoïsme petit-bourgeois — mot fort employé au camping — à un néo-nationalisme anar en passant par la violence « non-violente » (de certains), la contrainte sexuelle avec ses conséquences immédiates et, surtout, la pression obsédante du fric, de la sacro-sainte monnaie — money in english — dont nous sommes tous et toujours encrassés.

Mais aucune réponse n'est simple et de telles questions, soulevant en fait des problèmes souvent essentiels sous des apparences parfois futiles comme une histoire de chiottes (pardon ! de w. c. communautaires) ou une corvée pas faite, nécessitent un tri et, aussi, des nuances... Voyons tout cela de plus près.

Tout d'abord, nous sommes bien conscients qu'un certain nombre de camarades qui nous lisent vont se dire, un peu effarés : des anarchistes ne sont même pas capables de vivre un camping ensemble et ils veulent changer la société, ben mon colon ! Et d'ajouter : « Si on comprend bien, à ce camping il y a eu, comme on dit, des problèmes... ». Eh bien oui ! il y a eu des « problèmes », ce ne sont ni les premiers ni les derniers et il n'y a pas de quoi se lamenter sous le prétexte que nous, anars, devrions être au-dessus de ça, qu'il est triste de ne pas s'entendre entre copains, etc. L'important nous semble être de ne pas se cacher les réalités et de tenter d'y faire face, en toute clarté et sans insister sur les ragots.

PETIT HISTORIQUE

Les campings anarchistes durent depuis déjà un certain nombre d'années. Ils se sont longtemps tenus en France, au sud de préférence, vu le soleil, l'eau, le vin et on en passe. Limités dans leurs tout débuts aux Espagnols et appelés par eux « concentrations » ils virent peu à peu s'adjoindre les anars de langue française. Puis, au cours des années, nos camarades anglais arrivèrent et quelques copains d'autres pays, le camping devenant ainsi de plus en plus international. Il y a deux ans, nous franchissions le pas et décidions de quitter la France : c'était l'essai italien, près de Côme, avec son changement impromptu de camp, la police transalpine ayant décidé de nous embêter et s'imaginant peut-être ainsi, à l'instar de notre génial Marcellin, réduire à néant les complots de « l'état-major » révolutionnaire. Passons. Le seul résultat de cette brillante manœuvre fut de nous resserrer face à l'emmerdeur commun et de garder, somme toute, un bon souvenir de cette année-là. En 1968, il fut décidé de tenter l'année suivante une deuxième expérience à l'étranger et même, audace suprême, de choisir cette fois une région pas spécialement ensoleillée : l'Angleterre. Nous voulions bousculer notre routine, pensant ainsi voir de nouveaux camarades venus d'autres pays « du Nord »...

Pour compléter ce trop rapide historique, ajoutons que le camping avait au cours des années comporté d'autres transformations que son apport de plus en plus international. Et tout d'abord l'évolution d'un certain état d'esprit : en bref, la progression d'un rassemblement quasi familial vers une participation

plus consciente, plus large aussi, des camarades aux tâches s'offrant à nous si nous voulions réaliser autre chose qu'un quelconque camp de vacanciers. Pour ne prendre que deux exemples, la zizique et les hauts-parleurs diffusant des airs à la mode mettaient évidemment « de l'ambiance » dans les premiers campings, comme le faisaient également les « conférences » où d'officiels orateurs du mouvement venaient enseigner l'Anarchie à des auditoires pas trop questionneurs ; mais cela était-il suffisant, satisfaisant pour des libertaires ? La recherche de distractions communes, puis l'élaboration d'un nouveau style de discussions, plus courtes et où le maximum de copains participaient en traitant de sujets moins rebattus (voire de tout repos !) contribuèrent, entre autres choses, à l'évolution. Qui ne se souvient par exemple de cette fameuse discussion sur la sexualité où, en 1966, de très jeunes camarades en vinrent, publiquement, à s'opposer à leurs parents sur des questions que l'on n'avait jusque-là traitées en camping que superficiellement ou de manière « amusante » !

Les campings vont aussi connaître avec l'arrivée de jeunes Français et Anglais un élargissement de leur fonction politique. Grâce aux campings, des rapports intranationaux et internationaux plus étroits et plus féconds que les traditionnels congrès ou lettres vont s'établir. En effet, les contacts quotidiens du camping permettent de voir et les points communs et les différences non seulement sur le plan politique mais aussi sur le plan du mode de vie. Ceci permet d'avoir une vision moins abstraite des luttes dans différents pays ou même dans les villes d'un même pays. Pour une fois dans le mouvement révolutionnaire, des rapports internationaux non bureaucratiques préfiguraient un mode de relation international non fondé sur un agglomérat de groupes nationaux (cf. à ce titre la déclaration du groupe « N et R » au congrès de Carrare).

Le camping joua un rôle important dans la formation d'un mouvement scissionniste dans la Fédération Anarchiste : « l'Hydre de Lerne » qui put se développer sur des bases concrètes car une partie de ses membres avait déjà échangé leurs idées dans les campings et se connaissaient assez bien. Il est aussi important que les membres d'un même groupe politique vivent deux ou trois semaines ensemble et acquièrent une connaissance d'eux-mêmes moins traditionnelle.

Progression logique, en 1967 à Côme, d'autres problèmes plus importants furent posés : ceux de la collectivisation du camping à tous les degrés. C'était nettement plus ambitieux et la mise en commun du fric, du gros matériel, des voitures fut discutée, ainsi qu'une garde collective des enfants, avec la rotation dans les tâches que tout cela impliquait ; des camarades, des commissions se désignèrent même et il fut décidé que l'expérience serait tentée (par ceux que cela intéressait et sans obligation aucune pour les autres participants du camp) en 1968... Cette même année 1968 ayant vu l'éclosion d'un certain nombre d'autres expériences, les beaux projets furent oubliés par les héros fatigués qui se contentèrent de choisir l'Angleterre pour 69, sans autre étude de collectivisation préalable...

QUELQUES PROBLEMES DU CAMPING

Sur le camping de cette année, mettons-nous bien d'accord. Il ne s'agit pas d'« attaquer » ici tel camarade ou tel groupe, ni de régler des comptes. S'il y a eu déficiences (et il y en a eu) elles nous concernent *tous*, la responsabilité est donc collective, à défaut d'autre chose... Cela dit, le camping organisé par

les camarades anglais dans les Cornouailles (Cornwall) l'avait matériellement été aussi bien que possible, vu l'abandon impromptu — là aussi ! — du premier lieu choisi grâce à l'action combinée des flics et des journalistes, tout ceci quelques semaines seulement, et comme par hasard, avant l'ouverture officielle du camp ! Les camarades ont donc dû travailler dare-dare pour installer sanitaires, eau courante, coin-cuisine, économat et de cela ils doivent être remerciés. Mais, si importantes soient-elles et nous le reconnaissons volontiers, il n'y a pas que les questions matérielles et c'est la *conception* même du camping qui devait faire naître certains conflits entre nous, ceci ajouté à des différences de conceptions quant à l'anarchisme lui-même, ce qui est encore une autre question...

Nous ne nous étendrons pas ici sur les détails de certaines « affaires » comme celle du « café » (est-il normal qu'un camarade soit mobilisé en permanence pour préparer sandwiches et café à des consommateurs payants, sans que l'on sache très bien où allait l'argent récolté, alors qu'une sorte de self-service géré par tous aurait semblé plus approprié ?) ou des w. c. (la ligne révolutionnaire passe-t-elle par une ségrégation entre chiottes « ladies » et « gentlemen » et doit-on consacrer aux « dames » anarchistes une grande tente-marabout alors que celle-ci manquait pour les discussions générales ?) sans parler des controverses — classiques — sur la reprise individuelle considérée par certains comme du vol pur et simple, énergiquement défendue par d'autres. Toutes ces questions pourraient être discutées plus à fond et il n'y a, à priori, nulle objection théorique à étudier le problème des latrines comme on pourrait étudier celui de l'amour, la Révolution ne fait pas de détail et nul doute que les Soviets de Cronstadt ou d'Espagne devaient aussi régler de telles questions. Seulement la place nous manque ici et tel ne nous semble pas être le véritable problème.

La vraie question fut une certaine incapacité à régler *collectivement* nos difficultés. Un défaut d'assemblées générales par exemple : on attendait, après les avoir esquivées, que des questions deviennent brûlantes et créent un conflit réel, pour les discuter enfin en public. D'où tensions et agressivité, renforcées parfois par une traduction défectueuse, bien que nous n'ayons pourtant été pratiquement qu'entre « Anglais » et « Français » ! Fait plus grave, le choc de certaines discussions devait révéler, chez certains, d'étranges sous-jacences quasi nationalistes, ce qui est pour le moins curieux chez des anars ; on n'a pas été jusqu'à parler de Trafalgar ou de Fachoda mais, parfois, il n'aurait peut-être pas fallu trop pousser !

Autre aspect de la question : nos assemblées générales ont donc été trop rares et trop chaotiques mais devons-nous systématiquement, quand un problème se pose, régler celui-ci au forceps ? Pour parler plus clairement, quelques camarades peuvent-ils « créer une situation » (le fait accompli) pour ensuite *forcer* l'ensemble à en discuter ? Bien sûr, depuis Mai particulièrement, nous connaissons cette méthode mais n'y a-t-il pas danger à en user voire à en abuser ? Peut-être que certaines de nos remises en question, assez brutales, auraient pu l'être de façon plus intelligente et réfléchie ? Cela demande aussi à être discuté honnêtement. Il faut ajouter enfin qu'il y a toujours des petits copains dont la pureté révolutionnaire se mesure à l'intransigeance verbale mais dont le comportement « collectif » laisse à désirer, sans parler des « piqueurs » (mais qu'y faire ? créer une police anar ?) se servant aux frais de la communauté, ce qui peut évidemment parfois mener très loin...

Et cela nous amène au thème majeur : celui du fric. Les campings anarchistes sont hypothéqués, nous l'avons déjà dit, comme tout le reste, par l'argent. Des copains en ont, d'autres pas ; il y a des gens qui bouffent bien, d'autres mal, d'où le sempiternel problème : doit-on collectiviser nos ressources ou du moins mettre, pour chacun, une certaine somme journalière à la disposition d'un camping *réellement* commun ? Nous n'avons pu, jusque-là, le faire. La question s'est d'ailleurs également posée pour les véhicules, certains s'obstinant à les garder pour leurs balades personnelles alors que les achats pour l'économat ou des sorties collectives par exemple auraient peut-être pu mieux les employer. Il est vrai qu'une utilisation collective des véhicules, comme tout autre problème communautaire, suppose un minimum de prise de conscience des responsabilités de chacun, d'honnêteté aussi, sinon c'est l'éternelle tentative du recours au « service d'ordre », à la police (révolutionnaire !) et aux expulsions des « brebis galeuses » ou supposées telles, solutions faciles mais dont nous pensons qu'il faut se méfier.

Ayons aussi l'élémentaire courage de parler de sujets délicats : les problèmes de fric supposent, nous le disons, un minimum d'honnêteté donc de *confiance* les uns dans les autres. Et pourtant on ne pourra empêcher que des gens « récupèrent » sur la communauté sous le prétexte qu'ils sont démunis. L'exemple de l'économat est flagrant : à chaque camping un économat fonctionne où nous pouvons trouver nourriture et produits de première utilité. Jusque-là une rotation d'équipes journalières et volontaires — achats en gros des produits et tenue du magasin — s'effectuait, avec heures précises d'ouverture et de fermeture du dit économat. Cette méthode souleva des discussions dans le passé avec comme objections principales : on jouait les « commerçants », manque de confiance envers les copains vu la fermeture du magasin et la présence d'équipes pour percevoir le fric. Cette année il fut décidé d'ouvrir le dépôt en permanence, avec seulement une équipe pour certaines heures, le reste s'effectuant en libre-service... et libre-paiement. Or l'économat s'est révélé largement déficitaire, donc des gens se sont servis en omettant de payer. A cela on peut répondre : ces copains étaient peut-être fauchés et n'ont pas osé demander d'aide, du fait qu'on n'a pas collectivisé l'argent. Bon. Mais tout ceci implique une absolue bonne foi sinon certains peuvent vite confondre solidarité et parasitisme, non ? Car, et pour ne prendre que ce cas, si d'une part la surveillance de l'économat est un acte restrictif, pas sympa, etc, mais si, d'autre part, une totale liberté nous mène à un déficit permanent (voir l'appel en fin d'article sur cette question !), que faire ? Là non plus, il ne faut pas se payer de mots mais trouver des *solutions*.

DERNIERES QUESTIONS ET CONCLUSIONS

Nous ne pouvons allonger cet article outre mesure. L'exposé de quelques problèmes montre leur complexité et la nécessité de peut-être *repenser* complètement nos campings à l'avenir. Non que ce dernier ait été totalement négatif, n'exagérons rien. Malgré la rareté de nos assemblées générales où nous aurions pu régler les questions plus sereinement plutôt que d'attendre le « pourrissement » d'un conflit, nous avons eu de nombreux contacts, des réunions affinitaires par petits groupes parfois, une manif' commune même qui nous vit rendre visite à Wilson avec drapeaux noirs sur une base de la R.A.F. proche de notre camping ! Tout cela ce sont de bons moments et d'excellents souvenirs mais on ne peut s'en contenter. Deux choix, faciles aussi, s'offrent à nous pour l'avenir :

1° continuer comme ça, cahin-caha, en se disant que nous sommes une grande famille et que tout s'arrangera, l'important étant de passer de « bonnes vacances » au risque de voir un jour le camping disparaître pour cause d'anémie aigüe.
2° Confier la « responsabilité » du camp à quelques copains sûrs (comme cela s'est d'ailleurs souvent fait) en se déchargeant du maximum de travail sur eux et, au besoin, en adoptant des mesures répressives quand ça ne va pas. Ainsi, artificiellement, on pourrait être contents de nous et déclarer que le camping « marche », qu'on a réglé les problèmes.

Nous pensons qu'il existe peut-être une 3° possibilité : tenter de réaliser un début de collectivisation pour ceux intéressés par l'expérience, quitte à faire cohabiter dans le même camping les partisans de l'une et l'autre méthode, puis de confronter les expériences et d'en tirer de premières conclusions. Utopie ? Mais à ce compte-là, n'est-ce pas également de l'utopie que de vouloir créer, pendant un mois, un microcosme de société libertaire alors qu'on ne vit pas ensemble le reste de l'année, etc. Vu sous cet angle, c'est possible mais sans aller si loin ne peut-on tenter quelques réalisations nullement au-dessus de nos moyens si nous nous y « collons » sérieusement ? En même temps que les problèmes irritants de l'argent, nous résoudrions probablement aussi la question de *l'ennui*, car on s'ennuie dans nos campings, ce qui est également source d'agressivité. Sans vouloir disséquer ici les causes profondes de l'ennui-agressivité (c'est aussi toute une étude allant de la sexualité refoulée à des raisons purement économiques) parce que nous ne pouvons attaquer tout à la fois, constatons qu'en mai 68 l'imagination était au pouvoir ; que ne l'est-elle parfois un peu dans nos campings et sommes-nous réellement incapables d'y utiliser intelligemment notre temps hors de l'aliénation quotidienne du travail ou de l'étude ? Toutes ces questions sont d'autant plus troublantes que des communautés semblent se créer un peu partout (nous avons trouvé au retour, à Londres même, des collectivités groupant jusqu'à 25 participants, ayant déjà donné des solutions à maints problèmes dont celui de l'argent commun), voire des « collectifs » où même l'amour est communautaire (cf. « Mariage à 15 » : *Nouvel Observateur* N° 251) comme au Danemark par exemple. Oui bien sûr, cela peut être une mode, cela peut aussi être « récupéré » comme peuvent l'être les grèves sauvages, les comités de base, la contestation elle-même, d'accord. Et pourtant, malgré leur aspect non spécialement planétaire, nous pensons que les questions soulevées par nos campings valaient la peine d'être exposées. Nous sommes-nous trompés ?

Triganar.

CAMPING 1969

Les camarades anglais ont un déficit de 80 livres ou 1 100 F. Celui-ci a été occasionné par la destruction accidentelle de matériel et, par l'économat (pourquoi un déficit ?).

Tous les camarades, groupes ou individualités, sont fraternellement invités à aider financièrement les camarades anglais en écrivant à :

in England :

Ann LINDSAY
39, Upper Tulse Hill,
LONDON S. W. 2

en France :

Hélène GOUROUSSI
1, avenue des Ormeaux
77 - MITRY-LE-NEUF
C. C. P. GOUROUSSI, 19 300 72 PARIS

D'avance et révolutionnairement, merci.

SYNDICATS ET LUTTES OUVRIÈRES (suite)



D'UNE CRITIQUE...

Suite à nos articles sur syndicats et action ouvrière (cf. « NR » N° 42 - 43 et 44) nous voudrions faire le point, non de manière définitive mais au contraire comme le marin ou le voyageur aux différentes étapes d'un long chemin, qui peut parfois révéler des surprises...

Parlons tout d'abord des réactions du lecteur à nos travaux sur la question. A part le camarade N. F., syndicaliste révolutionnaire dont nous avons passé la lettre (« NR » N° 44) assortie de notre commentaire, nous regrettons un peu que les opinions ne s'expriment pas plus sous forme écrite, nous parlons des opinions contraires bien sûr et tout en appréciant par ailleurs les approbations et encouragements reçus. Il n'en reste pas moins que l'expression d'un désaccord nous « apporte » plus mais encore faudrait-il qu'il soit précisé, détaillé, sous forme de remarques ou d'un article, par exemple, que nous serions toujours heureux de reproduire dans « NR ». Or, la majorité des critiques faites le sont au cours de conversations rapides, de rencontres impromptues : ainsi cette camarade en vacances, nous disant que nos articles ne sont qu'une suite de *faits* et non une explication profonde, sinon totale, du syndicalisme, qu'il est illusoire de dénoncer l'action démobilisatrice des appareils syndicaux si nous n'expliquons *avant* le pourquoi de leur emprise sur les travailleurs.

Cette critique nous intéresse d'autant plus qu'elle fut celle de membres de notre groupe, à la relecture générale des articles ; aussi aurions-nous préféré que cette copine rédige et nous expédie un article développant sa critique : en plus de nous-mêmes, l'ensemble de nos lecteurs auraient pu en bénéficier. Car tel est le but, l'important n'étant pas de « dire oui ou non à NR » mais de travailler ensemble et peut-être, ainsi, de progresser ensemble.

... A UNE EXPLICATION

Cela dit, revenons sur l'ensemble de nos articles. Il est exact que ceux-ci ont plutôt été un exposé de faits concrets qu'une explication profonde de ceux-ci ; pourquoi ? Nous nous sommes peut-être étendus sur certaines expériences (ah ! cette religion de l'expérience, comme dirait l'ami K. — NR N° 44) mais il a paru nécessaire aux rédacteurs des articles de démarrer ainsi, plutôt que par des exposés théoriques, car il faut d'abord bien présenter le contexte, un contexte nous semblant particulièrement indispensable pour la compréhension de problèmes ardues comme ceux du syndicat. Remarquons toutefois que si on nous reproche de ne pas avoir assez « théorisé » et employé d'arguments politiques, le camarade syndicaliste révolutionnaire N. F. ne s'y est pas trompé, qui nous reproche précisément une prise de position (condamnation des syndicats) qui va, par là-même, au-delà d'une simple exposition de faits ! Quoi qu'il en soit, nous avons donc procédé ainsi d'abord pour une certaine logique vis-à-vis du lecteur... mais aussi, nous le reconnaissons volontiers, parce que l'explication profonde du phénomène « syndicats, combat ouvrier » dépasse nos possibilités si nous voulons

limiter l'étude de ces questions à un article ou deux. C'est bien pourquoi nous avons l'intention de continuer ce travail dans « NR » en dépassant, nous l'espérons, l'« exposé de faits » des débuts, bien qu'il nous paraisse impossible de rejeter totalement ceux-ci dans les études futures, à moins de sombrer dans l'abstraction.

NAISSANCE D'UNE COMMISSION

Pour élargir nos perspectives, nous espérons d'une part une participation accrue des lecteurs mais aussi des membres du groupe, car les articles publiés dans « NR » l'ont été par trop peu de camarades. Aussi, dans le cadre d'un processus général qui dépasse notre groupe, une « Commission ouvrière » s'est créée qui réunit des camarades salariés, syndiqués ou non. Nous pensons ainsi mieux pouvoir examiner les questions, complexes, soulevées par le fait syndical, les luttes ouvrières sous leurs différents aspects et en tirer des conclusions dont les comptes rendus réguliers des réunions de la Commission pourraient fournir des articles plus poussés soit dans nos futurs numéros, soit dans « I.C.O. » (1) ou, mieux encore, si la Commission a bien avancé ses travaux, dans une brochure spéciale, ce dernier point n'étant toutefois qu'un projet, sur lequel on ne peut trop s'engager pour l'avenir.

A propos d'I.C.O. la convergence de nos deux groupes sur certains problèmes, questions ouvrières et syndicales par exemple, est assez connue pour nous faire d'ores et déjà traiter de « certains gauchistes » et autres destructeurs ou liquidateurs de syndicats par de bons camarades anarcho-sindicalistes (cf. le projet de résolution défendu par Mahé et Salamero à l'Assemblée générale de l'Union Anarcho-Sindicaliste et publié « dans le but de rendre service » par les curés trotskystes d'« Informations ouvrières » N° 446). A signaler qu'I.C.O. était par ailleurs appelé « groupe antisyndical, majoritairement anarchiste » par les situationnistes (I.S. N° 12, p. 91), argument dont la puérile volonté de division amuse venant d'analystes si intelligents quand ils le veulent : les « situs » voudraient-ils expliquer ce qu'ils entendent, d'autre part, par « antisyndical » ? Car il semble un peu facile de faire passer des camarades pour des négateurs formels et uniquement verbaux, quand on *sait* qu'il n'en est pas ainsi.

Cette parenthèse refermée, revenons à la Commission ; il est possible que nous n'arrivions à rien de valable : en ce cas, celle-ci en tirerait ses conclusions. En tout cas l'essai vaut d'être tenté, ne serait-ce que pour mettre à l'épreuve de nouvelles méthodes de travail, avec de nouveaux camarades comme ceux du groupe Chilosa par exemple, dont une étude paraît d'ailleurs dans ce numéro.

D'UNE AGRESSION...

Ces questions quasi « techniques » traitées, continuons cette chronique en forme de mise au point pour ce N° 45, nous réservant pour l'avenir d'étudier plus à fond les problèmes nous occupant ici. Mais nous ne pouvons toutefois laisser passer sans réaction un événement d'apparence mineure mais qui nous paraît profondément révélateur, sans nous étonner puisque nous avons suivi l'évolution

(1) « Informations, correspondance ouvrières », imprimé depuis septembre 1969, 1 F le numéro au C.C.P. : I.C.O. 20 147-54 Paris. Ecrire à P. Blachier, 13 bis, rue Labois-Rouillon - Paris 19°.

— si l'on peut dire — du personnage au centre de cet événement : le leader « anarcho-syndicaliste » Alexandre Hebert.

Fin octobre, nous recevions à notre B. Postale un extrait de l'« Ouest Syndicaliste » (informations syndicales de l'U.D. C.G.T.-F.O. de Loire-Atlantique) qui est un *éditorial*, signé Hebert et que nous pensons utile de reproduire in extenso pour l'édification du lecteur, sinon pour son plaisir. Voici ce texte :

DEUXIEME FRONT OU CINQUIEME COLONNE ?

par Alexandre HEBERT

Nous sommes à un moment décisif du développement de la lutte des classes.

En France le Gaullisme avec son anachronique politique de la grandeur a, un peu plus, aggravé la crise de la société capitaliste.

Mai-juin 1968 — 27 avril 1969 ont précipité la chute de de Gaulle.

En faisant grève en 1968 en disant non en 1969, la classe ouvrière a refusé l'ordre corporatiste, c'est-à-dire la destruction de ses organisations.

Certains « gauchistes » qui préconisaient au nom de la « pureté révolutionnaire », l'abstention au référendum du 27 avril 1969 faisaient, incontestablement, le jeu de de Gaulle.

Il est vrai qu'aujourd'hui, prenant le relai du général, les voilà, eux aussi, qui partent en guerre contre les syndicats !

Il nous revient que l'O.R.T.F. serait allée complaisamment, chercher Dany Cohn Bendit au fond de son exil allemand pour lui permettre de déclarer, au cours de l'émission télévisée « Panorama » :

« Aujourd'hui les ouvriers se battent sur deux fronts contre le patronat et contre les syndicats ».

La vérité nous oblige à constater, qu'en son temps, un certain Adolph Hitler chef d'un parti « National Socialiste » n'avait pas dit autre chose.

Ceci nous amène tout naturellement à poser la question :

Deuxième front ou Cinquième colonne ?

Plus qu'en temps normal les périodes difficiles exigent des militants ouvriers lucidité et courage.

Remettre en cause la nécessité des Syndicats, tenir pour négligeable les conquêtes de plus d'un siècle d'action de classe c'est, qu'on le veuille ou non, faire le jeu de la bourgeoisie et de son état.

Une telle attitude au demeurant a toujours conduit ceux qui, dans le passé, s'y sont abandonnés dans les chemins tortueux du catholicisme social.

A Force ouvrière nous ne nous sentons aucun goût pour jouer les accusateurs publics... Ni inquisition, ni guépeou !

Il faut cependant qu'on sache que ce respect élémentaire des libertés, notre horreur des méthodes policières et totalitaires n'excluent pas bien au contraire, la fermeté.

Au moment où, dans tous les pays, à Prague comme à Paris, le prolétariat international a engagé le combat pour la défense de ses intérêts et de ses organisations de classe, on ne touchera pas impunément aux conquêtes de la classe ouvrière.

Et les Syndicats, artisans de cette conquête, garants de leur maintien, seront énergiquement défendus contre qui que ce soit !

Ajoutons que le texte ci-dessus était accompagné d'une « lettre ouverte » aux membres de la Commission Administrative de l'U.D.F.O. de Loire-Atlantique signée des camarades Brillet Roger et Le Ravalec Michel (tous deux membres de F.O. et de l'U.A.S.) qui répond en fait et vertement à Hebert. Nous ne pouvons reproduire ici, tous ces textes car nous sommes, comme toujours, limités par la place (2). Notons simplement que Brillet - Le Ravalec balayaient évidemment facilement les « arguments » d'Hebert en rappelant le combat « sur deux fronts » des ouvriers allemands, anglais, américains, pour en terminer avec celui des ouvriers français dont ils expliquent, avec patience, le sens au leader précité.

Ils n'oublient pas, d'autre part, de souligner l'étrange convergence du style hebertien avec celui de nos braves staliniens, les mêmes causes produisant toujours les mêmes effets. Ils reproduisent enfin, en exergue de leur lettre, une citation du même Hebert, au meeting du 27 mai 1968 à Nantes, que voici : « On veut faire passer Cohn-Bendit pour un agent du NPD. Ceux qui disent cela d'un étudiant juif allemand dont les parents ont été victimes des nazis commettent une ignominie ». Amusant, non ?

Pour notre part, nous isolerons la remarque faite par les deux camarades constatant que « l'article-leader (c'est le mot ! N.D.L.R.) de septembre engage, en fait, toute l'Union Départementale dans cette voie et surtout dans ces moyens ». Parbleu ! Cela nous rappelle la fois où, ledit Hebert s'étant frotté à la gadoue électorale avec son soutien à Morice, maire de Nantes et ex-construc-teur de murs — atlantique et guerre d'Algérie — nous avons été obligés de rappeler (« NR » N° 29, mars 1965) que les actes du Monsieur n'engageaient que lui et non l'ensemble des anarchistes ou anarcho-syndicalistes du coin que d'au-cuns — nos braves staliniens par exemple — s'empressaient d'amalgamer du fait de la réputation passée anarcho-syndicaliste du Hebert. Nous pensions alors que pas mal de camarades, de l'U.A.S. en particulier, seraient amenés à rompre très nettement avec lui si on ne voulait prolonger l'équivoque. L'éditorial ci-dessus montre, s'il en était encore besoin, l'évolution (sic) des gens engagés dans l'appareil syndical et nous disons que cette évolution est normale, logique et qu'elle ne s'arrêtera pas là.

Cela dit, au-delà de l'agacement un peu jaloux du bonhomme envers Dany, nous savons bien que le conflit dépasse la « défense » d'un Cohn-Bendit, mais recouvre en fait une position *de fond* concernant le syndicalisme, ses défenseurs et ses contestataires. C'est sur cette question que la bagarre est engagée et se poursuivra. Nous n'ignorons pas toute la difficulté du débat en cours et toutes les nuances à observer pour éviter le schématisme, voire le sectarisme. Et pourtant la netteté est plus que jamais nécessaire : aussi serons-nous amenés après avoir seulement cité Hebert, à répondre à des camarades comme Jo Salamero qui emploient tout de même, eux, des arguments et non la calomnie ou les effets des bateleurs de foires électorales. En ce qui concerne Salamero, le débat est d'autant plus aigu que nous le connaissons, nous rappelant aussi son exclusion de la C.G.T. (NR N° 21 - juin 1962). Cela dit, nous pensons que l'honnêteté personnelle

(2) Les camarades qui désireraient se procurer ce document (6 pages dactylogra-phiées) peuvent écrire au Conseil de Nantes : B. P. 327-Nantes.

d'un homme est de peu de poids dans l'alignement progressif et inéluctable — objectivement parlant — de Salamero sur les positions d'Hebert, conséquence logique d'une position sur et dans les syndicats depuis longtemps affirmée et à laquelle nous ne pouvons souscrire.

... AU DEBAT NECESSAIRE

D'autre part, un bouillonnement se produit à l'U.A.S. et son organe « l'Anarcho-syndicaliste » s'en fait d'ailleurs l'écho dans le N° 90 (3). Signalons d'abord que la « lettre ouverte » des camarades Brillet et Le Ravalec y est reproduite, ainsi qu'une « condamnation » de l'édito Hebert par le comité fédéral de l'U.A.S. dont Salamero, Brillet et Le Ravalec. Ceci remarqué, Salamero donne « quelques précisions sur des positions défendues à l'Assemblée générale de l'U.A.S. » et parle des divergences apparues au cours de cette assemblée, qui peuvent se régler au cours de discussions entre camarades ; ce processus est normal et nous en sommes bien d'accord avec lui. De plus on peut nous répondre que cela regarde l'U.A.S., également d'accord.

Où cela nous regarde toutefois un peu plus c'est quand Salamero parle de la présence des anarchistes dans les syndicats et dit qu'il faut être, sur cette importante question, très clair, ce qui nous paraît aussi nécessaire. Notre divergence commence quand il justifie une *certaine* présence (parce qu'être syndiqué, s'exprimer dans les réunions, les assemblées générales, être où les gars sont, on s'est déjà expliqué là-dessus dans NR [cf. N° 44 « Notre point de vue »] ce qui nous semble tout de même différent des illusions quant aux interventions en Congrès nationaux, quant à une défense inconsciente de *son* syndicat contre un autre, par exemple...) en ressortant un mystérieux texte « d'inspiration anarcho-syndicaliste » définissant l'idéale fonction du syndicalisme, la lutte de classe, etc. Mais qu'est-ce que cela peut nous faire qu'on nous resserve la Charte d'Amiens ou des textes anars (voire de « NR » si on avait pondu là-dessus dans le temps, ça prouverait qu'on s'est au moins posé des questions depuis, nous) expliquant ce que doivent être les syndicats, ou ce qu'ils devraient être, puisque l'on constate chaque jour leur démobilisation et leur trahison quasi permanentes des luttes des travailleurs !

La question n'est pas de savoir si l'on veut « repenser le syndicalisme » comme dit Salamero — ce qui tend à faire passer les contestataires du syndicalisme pour de « grosses têtes » face aux « modestes » syndicalistes de base — mais de savoir si on veut remettre ça, à savoir *sauver* les syndicats en les replâtrant, ou en en reconstruisant de nouveaux. Nous disons, nous et d'autres camarades arrivés aux mêmes constatations sans avoir forcément eu besoin de se consulter avant, que cela nous semble impossible, c'est tout et c'est notre droit et notre devoir de le dire. Nous ne sommes pas pour une « destruction » des syndicats, car ça veut dire quoi ? qu'on se prend pour une nouvelle direction ou nos désirs pour des réalités ? nous constatons des faits et en tirons de premières conclusions, la suite des lettres ouvrières (de la lutte de classe, oui !) se chargeant d'explicitier nos simples remarques.

Tout cela ne signifie pas que nous attendions béatement le déroulement des événements mais nous avons déjà dit que nous étions des travailleurs avec les

(3) Pour l'« A.S. » : Guy Raynal, 12, rue Béchade — 79 — à Chef-Boutonne.

autres travailleurs, que ceux-ci se posent peut-être plus de questions qu'on ne le croit et que mai 68 — qu'il semble maintenant de bon goût de rejeter avec commisération dans un peu tous les milieux et même chez certains camarades, ainsi Salamero parlant (l'« A.S. » N° 90) de « barricadiers qui croyaient changer le monde avec quelques pavés » — a laissé quelque chose d'ineffaçable, fait exploser les carcans de l'habitude et donné la joie d'oser être *subversifs* à tous les échelons.

Nous savons que la bourgeoisie, ses Marcellin et ses Séguy, formeront le barrage — c'est leur rôle normal — avec leurs flics en uniforme devant et dans les usines, leurs flics en civil dans les facultés (à Vincennes, 1 500 « camarades de la C.G.T. » s'inscrivent pour faire respecter l'ordre moral) car nous n'oublions pas la nécessaire liaison qui doit se faire *et se fera* un jour entre ouvriers et étudiants, nous savons cela, aussi est-il indispensable, avant, de voir où nous en sommes entre révolutionnaires. En ce qui concerne plus particulièrement les anarchistes, nous continuons à préférer une certaine netteté à l'esprit de famille, aussi pensons-nous que le débat sur le syndicalisme est-il des plus importants : beaucoup de camarades semblent s'en rendre également compte et nombre d'articles paraissent dans les organes anarcho-syndicalistes consacrés à ces questions. Peut-être, tous autant que nous sommes, posons-nous mal la question en semblant circonscrire le débat à une « défense » ou une « attaque » du syndicalisme en oubliant un peu, parfois, les questions principales : la libération ouvrière par la destruction de cette Société ? Ce qui ne signifie pas que nous néglignons, en attendant, le petit travail de chaque jour, ainsi que les problèmes et les contradictions qui en résultent. Le dossier que nous ouvrons dans ce numéro avec ces quelques réflexions, le travail des militants de Chilosa et l'article d'un de nos camarades, sur le syndicalisme enseignant, est aussi l'écho de ces difficultés.

« Certains gauchistes »

LA MECHE

Comme nous l'avions fait pour « Recherches libertaires » (dont le N° 5 vient de paraître ; nouvelle adresse : Annie Piron, 10, rue J. Weydmann à Strasbourg-Meinau - 67) ou pour « Archinoir », nous sommes heureux de signaler une nouvelle revue, paraissant à Toulouse : « La Mèche » qui en est à son 2° numéro (novembre 69). Constatation en forme de mea culpa, les copains toulousains savent traiter de questions sérieuses sur le mode décontracté, agréable innovation chez des anarchistes !

Ecrire à « La Mèche » B.P. 3 020 - Toulouse - 31 — l'exemplaire 1 F.

COMMUNAUTE ANARCHISTE

Des camarades italiens ont décidé de créer une communauté ouverte à tous les camarades — sans distinction de nationalité. Il s'agit d'une communauté de travail qui possède déjà un terrain. Les camarades demandent de l'aide financière ou en matériel.

Pour tout renseignement ou envoi, s'adresser *uniquement* à Pero Naselli Casella Postale n. 39. 94 015 Piazza Armerina (Enna).

SYNDICALISME ENSEIGNANT

Les contradictions dans lesquelles se débattent les révolutionnaires qui exercent le métier de professeur sont caractéristiques de toutes les couches sociales à dominante intellectuelles, fraction de la petite bourgeoisie (étudiants, enseignants, cadres d'exécution, différentes catégories de privilégiés).

L'analyse marxiste traditionnelle (représentée aujourd'hui par le P.C.F. et l'O.C.I. (trotskystes lambertistes) veut que ces couches, se rangent tantôt du côté de la bourgeoisie et du fascisme, tantôt du côté du prolétariat sur la base de leurs intérêts de caste. Or l'histoire nous montre qu'il n'en est rien : au contraire, à chaque fois que les intellectuels ou la petite bourgeoisie se sont alliés avec le prolétariat c'est pour défendre leurs privilèges, menacés par le grand capital, et profiter ensuite de la « Révolution » pour se refaire une place au soleil, dans les couches dominantes, aux côtés des bureaucrates ouvriers (cf. U.R.S.S. et article sur le Vietnam dans « NR » N° 40). La guerre civile espagnole a été très marquée par ce phénomène. Au départ la petite bourgeoisie appuya la révolution, ou participa même à la collectivisation. Or devant la non-disparition de la bourgeoisie et l'appui que lui fit le Parti communiste, la petite bourgeoisie passa au P. C. ou bien se tint à l'écart, ou même prit des contacts avec la Phalange.

En fait, ce n'est jamais la classe ouvrière elle-même qui, naturellement s'allie avec le petit-bourgeois, mais bien ceux qui se veulent les dirigeants de la classe ouvrière (des intellectuels théoriciens pour Lénine) qui se tournent vers leurs semblables, qui s'empressent d'accepter pour retrouver un objet de domination que le capital leur contestait ; le rôle d'un certain nombre de cadres, au mois de Mai fut révélateur : déçus et frustrés par la bourgeoisie qui leur enlève de plus en plus de pouvoir, ils se tournèrent vers les ouvriers et leurs syndicats, proposant leurs services de futurs gestionnaires, s'apercevant de leurs possibilités d'avoir un rôle *spécifique* dans la révolution.

Toutes ces raisons font qu'il est temps de s'apercevoir qu'un mouvement de masse (c'est-à-dire basé sur les intérêts objectifs d'une couche ou d'une classe) chez les intellectuels ou les petits-bourgeois, *ne peut être révolutionnaire*.

Nous l'avons affirmé en 1967-1968 en ce qui concernait les étudiants, (le 22 Mars s'est construit sur cette donnée), il faut maintenant l'étendre aux autres intellectuels et bien comprendre que pour être révolutionnaires ces gens-là ne doivent pas lutter pour sauvegarder leurs privilèges, mais, en mettant clairement à jour le contenu de leur « profession », construire des structures, et créer des situations qui, interdisant tout retour en arrière, se retourneraient contre ces privilèges.

Abandonner ce genre de métier (professeur par exemple) pour aller à la production ou survivre autrement mais toujours en privilégié, n'est pas la solution adéquate. D'abord parce que le masochisme n'est pas une vertu révolutionnaire et que travailler 8 heures par jour si on peut en faire moins, c'est être malade, ensuite par ce que l'on abandonne pas ainsi ses privilèges d'intel-

lectuels : le langage, les relations, l'éducation, sont des choses qui restent par delà la place dans la production, et qui donnent un certain pouvoir à celui qui les possède.

En fait c'est donc le syndicalisme qu'il faut rejeter, c'est-à-dire un mouvement revendicatif basé sur les intérêts matériels et moraux d'une corporation. Il est clair qu'en ce qui concerne les enseignants, tout mouvement de ce genre est franchement contre-révolutionnaire : réclamer des locaux et des professeurs supplémentaires, une pédagogie nouvelle, c'est œuvrer pour le maintien de la société telle qu'elle est, c'est ne pas voir que l'école est un pilier de la répression (cf. les étudiants qui basent leur mouvement sur l'allocation d'étude ou maintenant contre l'augmentation des droits universitaires). Le syndicalisme enseignant se calque de plus sur l'organisation de l'éducation nationale par la bourgeoisie ; on y constate une très grande hiérarchisation et une lutte de chaque catégorie pour conserver ses privilèges : agrégés (tant de la société des agrégés que du S.N.E.S.) protestant contre une augmentation des instituteurs si elle n'est pas suivie d'une augmentation égale pour eux : revendication du maximum d'heures des certifiés sur la base de celles des agrégés ; pour le maintien des augmentations de salaire au pourcentage...

Cependant les différences avec les autres centrales syndicales sont relativement importantes : alors que relativement peu d'ouvriers sont syndiqués, une large majorité d'enseignants le sont (90 % chez les instituteurs, environ 65 % dans le secondaire). D'autre part, la F.E.N. (Fédération de l'éducation nationale) qui regroupe toute une série de syndicats de corporations, est la seule centrale qui refusa jadis la scission syndicale ; c'est pour cela que le droit de tendance existe. Cela ne veut pas dire que la F.E.N. soit démocratique, bien au contraire, mais chaque tendance a le droit de s'exprimer, et de s'organiser comme il lui plaît, sans risquer de se faire exclure comme c'est le cas à la C.G.T. Jusqu'en Mai les tendances étaient au nombre de trois : celle majoritaire, réformiste et proche de F.O., celle minoritaire et stalinienne proche de la C.G.T., enfin l'Ecole émancipée, regroupement des révolutionnaires qui représentait entre 6 et 7 %. Avant Mai l'Ecole émancipée était contrôlée par l'O.C.I., c'est-à-dire qu'elle jouait à fond le « jeu syndicaliste » et par conséquent corporatiste et réactionnaire ; ses mots d'ordre étaient :

« Mettre les bureaucrates au pied du mur »

« Renforcer les syndicats »

« Se battre sur les intérêts immédiats des syndiqués et pour cela prôner le « front uni ».

L'opposition qui existait à l'intérieur de l'Ecole émancipée était alors incapable d'autonomie et servait de caution à la politique de l'O.C.I.

Or Mai, là comme ailleurs, a changé pas mal de choses : la tendance a éclaté en deux, l'O.C.I. sous la pression d'une très grande majorité ayant dû quitter la tendance.

Cela s'est passé fort simplement ; les trotskystes de l'O.C.I., poussant leur politique de « défense des intérêts des enseignants » jusqu'au bout, sont allés à l'encontre du courant de Mai qui contestait le rôle du professeur. Ils se sont de ce fait heurtés à l'ensemble du mouvement lycéen, ainsi qu'aux enseignants qui le soutenaient, tentant de maintenir bureaucratiquement leur pouvoir dans

la tendance ; ils se sont complètement démasqués et c'est isolés qu'ils ont dû partir. Parallèlement, de nombreux camarades, grâce à leur contact avec les lycéens et les étudiants ont été amenés à rompre avec leur pratique purement syndicaliste. Le « Prof-Flic » est apparu comme une réalité et ils ont voulu que l'Ecole émancipée sorte du carcan syndical pour s'intégrer d'une manière autonome dans la lutte révolutionnaire.

La situation est donc maintenant passablement différente : l'unanimité est faite sur la nécessité de déborder le syndicat et qu'il ne s'agit pas de redresser l'appareil bureaucratique, sempiternelle chanson des trotskystes. Bien sûr, de nombreux camarades pensent encore qu'il faudra remplacer le syndicat réformiste par une autre forme de syndicalisme, et que le syndicat est encore un moyen de défense, autant d'illusions que nous avons tenté de dissiper dans les deux numéros précédents de « NR ».

Mais la grande majorité des camarades de l'Ecole émancipée, se rendant compte que beaucoup de choses doivent être remises en question, n'ont pas de positions arrêtées sur ces problèmes ; la discussion est ouverte, et à ce niveau, nous devons y participer, d'autant qu'il nous faut reconnaître que nos positions n'étant pas non plus très étayées, nous avons tous quelque chose à apprendre dans ces confrontations.

De tous les lieux de paroles qui sont apparus en Mai, et qui ont fait éclater les chapelles et en partie les groupuscules, peu ont subsisté, beaucoup se sont refermés en groupes sectaires et clos. Ce n'est pas le cas de l'Ecole émancipée, et nous devons, si la possibilité nous en est offerte, y participer activement.

Le danger est évidemment que, le temps aidant, la tendance se referme, et qu'elle entraîne les « anti-syndicalismes », à refaire du syndicalisme. Pour éviter cela, il faut y défendre un minimum de positions claires et nous y tenir : par exemple, sous prétexte que la pédagogie ne peut être que réformiste, ne pas s'intéresser et par conséquent ne pas critiquer les relations maîtres-élèves (un enseignant qui ne les remettrait pas en question ne saurait être révolutionnaire).

D'autre part, défendre la position suivant laquelle l'Ecole émancipée doit mener des actions autonomes, en dehors du syndicat, et par conséquent se moquer de la discipline syndicale que veulent imposer toutes les autres tendances.

Enfin, se détacher de plus en plus de notre attache à un niveau supérieur dans le syndicat : préparation des congrès, motions restant dans le cadre du syndicat, « magouilles » pour avoir un représentant de plus dans l'instance supérieure.

Notre but n'est évidemment pas de faire adhérer des gens à la tendance, ni encore moins à la F.E.N. que nous voulons détruire en tant qu'instrument de répression au service du gouvernement (plus que de récupération), mais de construire et de faire vivre des noyaux d'enseignants révolutionnaires ne se battant pas pour la conservation de leurs privilèges mais pour la destruction de l'école.

Duduche

ENCORE MAI 68... POURQUOI PAS ?

Le texte ci-dessous a été « pondu » au début de l'année 1969. Son but n'était pas tant « la publication à tout prix » que (peut-être moins modestement), de servir de support à une discussion entre camarades de différents groupes. Aujourd'hui, un débat semble se dessiner dans l'ensemble du mouvement révolutionnaire autour du syndicalisme, de son rôle historique, de ses perspectives, plus profondément de son essence même. Ce débat n'est pas seulement souhaitable, il est indispensable même s'il doit conduire certains d'entre nous à des « révisions déchirantes ». C'est donc une contribution à la discussion que nous proposons ici.

Certaines considérations sur l'actualité sont bien sûr, dépassées puisqu'elles datent de 9 ou 10 mois. Comme on dit, le lecteur rectifiera de lui-même.

D'autre part, l'analyse de la grève n'a pas la prétention de « couvrir » l'ensemble du mouvement dans les entreprises mais est basée sur l'expérience de camarades dans « les industries de pointe », particulièrement l'électronique.

En accord avec les copains de « Noir et Rouge », la deuxième partie de ce travail traitant de problèmes politiques plus généraux pourra, après « approfondissement théorique » (discussions intergroupes) paraître dans le prochain numéro de la revue.

*
* *

A partir des premières escarmouches de Nanterre, la raison d'être des intellectuels a consisté à essayer de déterminer les causes de ce mouvement naissant. Le mouvement lui-même infirmait en se développant les supputations génétiques dont l'affublaient les plus perspicaces. Car d'abord il y eut la maladie des jeunes, celle de certains jeunes, les étudiants, pas tous d'ailleurs, les Allemands donnèrent l'exemple. Et puis, la maladie contagieuse s'il en fut, se généralisant, attaquant adultes et vieillards, les théories s'effritèrent et d'autres surgirent et continuent, d'analyse en exégèse, d'abreuver les braves gens qui ne s'aperçoivent même pas que tous ces efforts ont en principe pour but de deviner pourquoi eux « braves gens » se sont mis en grève un jour. Et tout un chacun de lire avidement les propositions savantes qui tendent à apprendre à l'étudiant pourquoi il balance un pavé, à l'ouvrier pourquoi il en a marre de bosser. Cela tiendrait presque de la psychanalyse de masse si le phénomène n'était pas si complexe que les psychanalistes eux-mêmes sont des patients qui s'ignorent. C'est d'ailleurs une faiblesse de la psychanalyse que de ne pouvoir trouver un officiant absolument vierge des tares qu'il a pour mission de déceler chez son patient.

Il est donc vain pour qui se veut particule prenante et agissante du mouvement d'interroger les événements passés pouvant sembler annonciateurs du mouvement (1).

Il est par contre intéressant de chercher à établir les caractéristiques principales du mouvement surtout chez les ouvriers et à partir de ces caractéristiques, de déterminer d'une part et à l'aide de généralités, et non de faits concrets, qui ne sont jamais des causes nettes, l'évolution qui a engendré ce début de révolution, d'autre part de dégager les éléments qui contribuèrent à relancer et à mener à son terme le processus ou au contraire ceux qui tendent à l'arrêter.

POURQUOI LA GREVE ?

Il semble que tout le monde soit maintenant d'accord (sauf peut-être encore les dirigeants de la C.G.T.) pour dire que sans parler des étudiants, les ouvriers ne sont pas partis sur des revendications matérielles. Alors pourquoi ? En ce qui concerne les étudiants, il est évident, de notoriété publique, qu'ils voulaient « faire la révolution », c'est-à-dire tout foutre en l'air et faire la fête, détruire en chantant et bâtir en chantant et en dansant. Du moins, c'est ce que voulait la minorité agissante ; mais il se trouve qu'à un moment ses désirs ont correspondu à un besoin général, chez leurs semblables. Pourquoi à ce moment-là ? C'est ce que tout le monde voudrait bien savoir et que l'on ne saura jamais. Et c'est là probablement dans le phénomène de concordance entre les volontés depuis longtemps exprimées de certains étudiants et réceptivité soudaine de presque tous que l'on trouve le plus matière à discussion. Car si les minorités agissantes étudiantes trouvent un écho dans leur milieu à un certain moment, l'ensemble du mouvement étudiant ainsi créé trouve un écho, lui aussi, dans le monde du travail, et provoque un nouveau mouvement, ouvrier celui-ci.

Le problème reste entier. Pourquoi les étudiants ont marché à ce moment-là et surtout pourquoi les ouvriers ? Il ne faut plus parler de causes matérielles. Ces causes ont joué le rôle d'alibi plus ou moins valable et c'est tout. Et ce qui a caractérisé le plus complètement la grève a été le fait que des usines nombreuses n'ont débrayé sur aucun mot d'ordre. Mises à part les boîtes où les organisations syndicales sont très importantes, et encore, les travailleurs sont sortis sans trop savoir pourquoi, ce qui n'est pas un reproche, au contraire, et se sont retrouvés en assemblée générale ne sachant pas trop ce qu'il fallait mettre sur le cahier de revendications. Sur ce plan-là les travailleurs sont certainement allés plus loin que les étudiants. Ceux-ci, en effet, ont pris prétexte de n'importe quoi pour agir, tout le monde le sait, jusqu'au jour où ils ont dit qu'ils se foutaient de l'Université parce qu'ils savaient bien qu'il était impossible d'avoir une univer-

(1) Nous faisons en effet des réserves sur la méthode qui consiste à répertorier tous les mouvements qui ont pu se succéder depuis 10 ans pour conclure après coup qu'ils annonçaient inévitablement la grève généralisée de Mai 68. Outre que cela n'explique absolument pas pourquoi le mouvement a éclaté à ce moment précis, cette méthode utilisée particulièrement par le P. C. tend à faire jouer aux « grandes organisations » un rôle dans la préparation du mouvement révolutionnaire sur lequel nous émettons les plus grands doutes.

Mai 68 ne s'inscrit-il pas en faux contre toute la stratégie menée justement par ces grandes organisations ? C'est peut-être à discuter, non ?

sité valable dans une société qui ne l'était pas, les travailleurs eux n'ont avancé aucun prétexte, aucune raison, non ; ils sont sortis, sans motifs explicitement formulés et unanimement acceptés.

C'est d'ailleurs ce qui dans les premiers jours de la grève facilita la tâche des organisations syndicales. Quand les délégués syndicaux furent revenus de leur stupeur, il leur fut en effet facile de placer leurs revendications qu'ils proposaient depuis dix ans au milieu de l'indifférence générale. A ce moment, tout le monde les acceptait à défaut d'autre chose et parce que personne n'était capable de formuler d'une manière claire pour tous ce que tous ressentaient. C'est là la première et principale faiblesse des travailleurs « gauchistes ». Nous avons été nous-mêmes dépassés par le comportement de nos collègues et, soit par timidité, soit par manque de confiance ou inexpérience, nous n'avons pas pu au début formuler, faire écho au sentiment qui faisait profondément bouger le monde du travail. Autrement dit, à cet instant, aux premiers jours de la grève, la situation, c'est-à-dire le phénomène de présence physique de travailleurs hésitant dans les usines offrait des possibilités révolutionnaires que les révolutionnaires n'ont pas su voir.

Pendant la grève elle-même, le phénomène notable a été celui de la relative participation des cadres (moyens) ce qui tendrait à confirmer si nécessaire le caractère non matériel dans l'ensemble des revendications.

LA GREVE ET LES CADRES

Beaucoup plus que le niveau de vie, la revendication réelle a porté sur ce que Fourastié appelle le genre de vie. Sans négliger pour les bas salaires la motivation purement matérielle, on peut dire après coup qu'il s'est agi au début d'une sorte de défoulement collectif consécutif à l'exemple étudiant. Sans trop se poser de questions quant au sens et à l'efficacité de leur action, les travailleurs semblaient au début, tout simplement heureux de rompre la routine, de ne plus travailler. Ils goûtaient, aux premières heures de la grève, la joie provoquée par cette désobéissance soudaine impulsive, teintée d'une touche de provocation vis-à-vis du chef un instant ravalé à l'état de pantin impuissant et consterné. Sentiment que peut-être les sociologues qualifieront de réaction désaliénante... peut-être.

Cette absence de projet concret a donc permis dans une certaine mesure aux organisations syndicales de bloquer l'élan premier désaliénateur et de figer le mouvement sur les revendications traditionnelles. Cette attitude démobilisa immédiatement la masse gréviste qui, poussée en ce sens par les centrales représentatives, n'éprouva nullement le besoin d'être présente dans l'entreprise. Les travailleurs sont partis en vacances, la conscience un peu troublée pour certains, peut-être, mais après tout, puisque les chefs syndicaux s'occupaient de tout au niveau gouvernemental, il suffisait d'attendre, de ne pas se faire remarquer et de prendre du bon temps. Il faisait beau... C'est ainsi que de nombreuses entreprises n'ont été occupées que par un petit groupe de travailleurs parce que le patron n'y voyait pas d'inconvénients. Cela lui fournissait même, dans une certaine mesure, un atout. En effet, au fil des jours, le fossé se creusait entre les occupants, peu nombreux qui, la fatigue aidant, devenaient de plus en plus agressifs et la majorité des autres dont les apparitions aux assemblées générales prenaient un caractère un peu honteux.

Dans cette situation, les cadres ont joué un rôle intermédiaire. En effet, et quoique dans leur majorité non grévistes, mis devant le fait accompli, ils ont été

accrochés par les discussions lancées par la minorité agissante. C'est ainsi que se sont créées, à partir d'idées touchant aux structures de l'entreprise, différentes commissions d'étude auxquelles ces cadres ont pris une part importante. Mais il ne faut tout de même pas se faire trop d'illusions sur le potentiel combatif de cette catégorie de travailleurs. Un des arguments avancés pour justifier leur présence autour de la table était : « puisqu'on ne peut pas travailler, autant faire quelque chose d'utile malgré tout ». D'autre part, leur attitude fut souvent participationniste (exception faite de certains jeunes plus ou moins de gauche). L'organisation de la boîte présente des imperfections qui nuisent à sa rentabilité, profitons de ces circonstances pour étudier les améliorations à apporter, la direction ne pourra que nous en être reconnaissante. C'était là aussi une attitude répandue chez ces cadres. Il ne faut pas non plus sous-estimer le phénomène. D'abord les discussions en commission mêlant ouvriers, cadres et techniciens abattaient un instant et progressivement les barrières hiérarchiques. Et puis, au fur et à mesure de la progression dans le travail, les sujets fondamentaux pouvaient être abordés et débattus. Par exemple : autorité de la direction, hiérarchie, contradiction du système de la participation. Peu à peu, les cadres qui, au début ne voulaient formuler aucune revendication, ne poser aucun problème autre que technique, abattaient leurs cartes (ou une partie) et avouaient (c'est le terme) leur insatisfaction, pour certains leur amertume. Ils avaient eu une réaction de caste face à la grève, hostile donc, conditionnée par leur position et dans le feu de la discussion, maintenant leurs critiques allaient très loin, désavouant ainsi leur première attitude. Il était facile aux ouvriers, aux militants surtout de les mettre en contradiction ; ils ne s'en privèrent pas ; ils eurent raison ; ils n'allèrent certainement pas assez loin.

Il est souvent sorti des choses intéressantes de ces commissions, mais rarement des résolutions finales ont franchi le pas de la cogestion. La grève n'a pas duré suffisamment longtemps car il paraissait possible d'aller au-delà ; le saut était périlleux mais il pouvait être accompli, au moins dans certaines entreprises. Les travaux des commissions aboutissaient en effet, en partant de critiques timides et techniques par leur dynamique propre, le plus souvent à élaborer parallèlement à la hiérarchie officielle, une structure de gestion démocratique de type gestion directe basée sur les principes fondamentaux de ce type d'organisation (désignation des responsables à tous les échelons par les travailleurs eux-mêmes, décisions prises en assemblée générale, révocabilité des responsables, etc.). La mise en avant de ces principes étant l'œuvre positive en particulier des gauchistes syndiqués ou non.

On devine sans peine que l'élaboration d'une telle structure débouchait sur la contradiction fondamentale qui, dans ce cas, ne pouvait être résolue que par la suppression de l'un de ces termes. Autrement dit, et même si, comme ce fut le cas, cette structure était définie comme moyen de contrôle des travailleurs, poussant le raisonnement on arrivait à l'affrontement entre la hiérarchie officielle patronale et l'organisation des travailleurs. En effet, quand était posé le veto des travailleurs à une décision de la direction, jugée mauvaise (c'est le but du contrôle ouvrier), il fallait bien assumer la situation soit en capitulant devant la direction et le droit de veto n'était plus que théorique, soit en affrontant celle-ci c'est-à-dire en engageant l'épreuve de force. A ce stade-là et par cette lente évolution, nombreux sont les cadres qui se ralliaient à l'idée de la grève comme seul moyen dans ce cas de faire prévaloir l'avis des travailleurs. Poussant encore le

raisonnement et radicalisant la position en considérant la structure élaborée comme gestionnaire puisqu'on pouvait prendre des décisions et au besoin les imposer à la direction, considérant d'autre part que le contrôle des travailleurs ne pouvait qu'être total pour être efficace, même techniquement efficace, on en arrive très vite à se poser la question de la hiérarchie patronale de la direction. Cette question ne fut jamais posée clairement, en tout cas, pas débattue dans la plupart des entreprises qui travaillèrent dans ce sens. Le débat aboutissait donc à cette situation de dualité des pouvoirs, il manquait aux grévistes les convictions ou du moins l'élan révolutionnaire qui permit de transcender cette situation en abattant du moins théoriquement un des termes de cette dualité c'est-à-dire le pouvoir patronal.

Comme il fallait tout de même accoucher de quelque chose de positif, la grève traînant en longueur, il fut généralement décidé de faire fonctionner après la reprise les comités de base (de labo, d'atelier, de bureau), cellules élémentaires de la structure élaborée. On sait ce qu'il en est advenu. Plus ou moins rapidement selon les entreprises, les réunions se sont espacées puis ont cessé. Seuls se réunissent encore, généralement à l'extérieur de l'entreprise, les militants syndiqués ou non au sein de comités d'action plus ou moins flous ou d'incertaines liaisons inter-entreprises. Il pouvait difficilement en être autrement.

Il faut souligner que dans les entreprises comprenant un important nombre de cadres (et le phénomène est surtout valable pour ces boîtes), la participation des ouvriers horaires à ce travail fut faible. Cela contribua probablement aussi à leur démobilisation. Ils étaient nombreux à penser en effet que « les grosses têtes » et quelques jeunots discutaient de problèmes qui ne les concernaient pas eux, ouvriers. Par contre, la participation des techniciens (agents techniques) dont la position est en fait bien plus près dans la réalité, dans le travail de celle des ouvriers que de celle des cadres, fut généralement importante et contestatrice. Et ceci est important car cette classe de techniciens subalternes dont le nombre croît rapidement est formée de jeunes qui se trouvent affrontés à de nombreux problèmes et n'ont pas tendance à les affronter avec l'état d'esprit de leurs parents. Il est significatif que c'est dans cette catégorie de travailleurs que la C.F.D.T. a le plus recruté en mai-juin.

LA REPRISE...

Et puis le travail a repris dans l'insatisfaction générale quoi qu'en dise la C.G.T. A preuve ces votes incroyables après les accords de Grenelle : il était d'abord posé la question : « Etes-vous satisfaits des propositions de la direction ? », réponse : non à 80 %. Deuxième question : « Faut-il continuer la grève ? », non, en général une assez faible majorité. Personne n'était satisfait mais une majorité se dégageait malgré tout pour la reprise. On peut donner de nombreuses explications à cette attitude, qui caractérise non pas comme voudrait le faire croire certains la majorité des travailleurs mais une frange d'incertains, celle-là justement capable par son indécision de faire basculer en période électorale les résultats dans un sens inattendu : le marais.

Une explication en tout cas semble valable et s'applique tout particulièrement à ce « marais ». A la période euphorique du début, caractérisée par la perspective de quelques jours de vie différente, a très vite succédé une période d'incertitude,

de trouble. La routine quotidienne était rompue, mais finalement, l'inactivité devenait pesante, l'avenir incertain et l'incertitude insupportable pour des gens modelés jour après jour par une vie sans relief. C'est donc avant tout l'envie de reprendre cette petite vie sans problème, de fuir cette situation incertaine, de replonger dans la quotidienneté qui peu à peu a conduit une partie des travailleurs à voter pour la reprise. Une attitude déterminée, résolue, révolutionnaire en un mot, des centrales syndicales aurait eu raison de cette tendance, mais telle n'était pas la réalité de mai 1968.

Après cette reprise morose, la situation dans les usines est complexe et variable suivant les entreprises. C'est le reflux. Néanmoins, dans l'ensemble, on note réellement un changement non pas tant dans les états d'esprit que dans les rapports et les comportements entre travailleurs. La grève a provoqué des rencontres, des sympathies réciproques qui durent maintenant encore. Une des caractéristiques des grosses boîtes est l'anonymat de chacun en dehors de son service, souvent même au sein du service. Il semble que ce cloisonnement ait en partie sauté, en particulier et surtout pour ceux qui furent des grévistes actifs bien sûr.

Mais le sentiment dominant est celui de l'incertitude. L'impression de vivre une période de transition est très forte chez tous. Les problèmes économiques, relativement peu compris, ont accentué cette tendance. L'attitude des directions qui semblent se durcir, de ces directions qui en mai faisaient semblant de vouloir le dialogue et qui aujourd'hui décrivent la conjoncture comme mauvaise et affirment clairement que les travailleurs devront faire des sacrifices et que l'autorité patronale plus que jamais est indispensable et incontestable, l'attitude patronale donc tend à justifier les doutes des travailleurs et leur inquiétude...

UN FAUX PROBLEME : JEUNES ET VIEUX

Il a souvent été dit à propos de mai 1968 que la crise était caractérisée par un conflit de générations. Et sans doute dans les usines on a souvent vu des jeunes menant l'action (soit dit en passant il était difficile que le mouvement étudiant ne soit pas conduit par des jeunes). L'explication de ce phénomène n'est cependant pas contenue tout entière dans cette formule : « conflit de générations », vague et teintée de mystère en général plutôt employée pour éviter une explication réelle que pour en trouver une. Un conflit de générations serait un conflit qui opposerait des personnes d'âge différent, de générations différentes, les jeunes aux vieux. Un tel conflit aurait sa signification dans le fait justement de la différence d'âge des antagonistes.

Une première constatation s'impose : en mai, il n'y a pas eu opposition entre grévistes d'âges différents. Quand des millions de travailleurs étaient en grève, on peut difficilement affirmer que c'était tous des jeunes mais il est vrai que souvent les plus actifs étaient des jeunes, cela n'a pas grand chose à voir avec l'âge « artériel ».

L'explication se trouve plutôt dans les conditions matérielles dans lesquelles sont placés les individus. Il est évident que par rapport à un père de famille ayant derrière lui la femme et la marmaille, un gars célibataire ou un couple sans enfant sont beaucoup plus disponibles pour passer des nuits et des jours

pour occuper l'usine et pour manifester. Il se trouve que généralement les célibataires et les couples sans enfant sont jeunes d'âge. Ce qui caractérise « le militant » c'est sa disponibilité malgré sa situation familiale, disponibilité due souvent à « un certain sens du devoir ». Ce qui caractérise la jeunesse non pas physique mais d'esprit c'est la disponibilité totale et enthousiaste quel que soit le prix futur de la fête présente, c'est la faculté de se libérer de toute contingence pour se donner entièrement à la joie.

Si pendant la grève les jeunes d'âge étaient donc disponibles grâce à leurs conditions matérielles, il n'est pas vrai que les plus jeunes se trouvaient obligatoirement parmi eux. Si l'on a pu voir une chose merveilleuse en mai, c'est bien la jeunesse... des hommes jeunes avec des cheveux blancs.

Il n'est pas niable pourtant qu'un certain conservatisme se manifeste plus fréquemment chez les travailleurs relativement âgés, mais là encore l'âge « en soi » n'y est pour rien, et les causes sont encore matérielles.

Il est fréquent par exemple aujourd'hui de trouver des travailleurs qui à coup d'heures supplémentaires, au prix du sacrifice de leur vie au travail sont arrivés à la cinquantaine à pouvoir se payer un petit pavillon, qui un appartement, une voiture, le confort quoi. Et ces ouvriers, jusqu'à ces acquisitions qui ne peuvent être que récentes, avaient vécu dans des conditions très différentes (celles pratiquement de l'ouvrier d'avant-guerre). En réalité, ils ont subi et assuré le passage entre deux modes de vie différents. Ils comparent, et le cul dans leur fauteuil plastique, le nez dans leur télé, ne se trouvent pas malheureux, plutôt heureux, tranquilles. Que pouvaient-ils espérer de plus ? Leurs fils par contre qui ont vingt ans, qui sont à l'usine, rarement à l'université, n'ont pas de comparaison à faire, la télé, ils sont nés avec. Alors ils n'ont aucune raison de s'en satisfaire, pas plus que de la vie qu'ils mènent, des neuf heures foutues en l'air chaque jour à un travail insensé. Car le travail est en train d'être désacralisé quoi qu'il en coûte aux ouvriéristes démagogues. Exemple, M. Garaudy, dans sa « Grammaire de la liberté » (éditions sociales 1950) dit à propos de l'existentialisme :

« La nausée de vivre n'est pas chez ceux qui vivent de leur travail mais chez ceux qui vivent du travail des autres. »

Voilà le genre d'argument bêtifiant que les travailleurs d'aujourd'hui sont en train de réfuter dans la pratique. Car la nausée de vivre si elle est chez ceux qui vivent du travail des autres (comment M. Garaudy le sait-il ?) elle se manifeste doublement chez ceux qui vivent de leur travail, c'est-à-dire dont la vie n'est pas autre chose que travail. L'angoisse métaphysique, le sens de l'absurde se double par la pratique concrète de l'absurde... quotidiennement.

Non seulement les travailleurs, aujourd'hui plus que jamais peut-être, subissent, assument une condition qui les fait douter du sens de la vie (oh bien sûr, ils ne le diront pas comme Sartre) mais encore le contenu de cette condition, le travail, se révèle comme une absurdité qu'il faut affronter pratiquement et surmonter au prix du dégoût chaque jour.

En plus la nausée de vivre, sentiment flou, mais réel que chacun ressent parfois (sauf peut-être M. Garaudy, ce qui doit le rapprocher des évêques avec lesquels il dialogue), les travailleurs subissent la nausée du travail(de ce travail

stupide qui bouffe leur vie) cette vie qui si elle est insensée, et par cela même, chacun a le droit d'en jouir. Les travailleurs avec 9 heures de travail par jour n'en ont pas le droit.

C'est la revendication profonde des travailleurs en mai 1968, ce sera celle des luttes à venir, celle sur laquelle doit se fonder l'unité des ouvriers et des étudiants. Elle est la signification profonde du mot d'ordre tellement répété dans les manifestations : « OUVRIERS - ETUDIANTS : UN SEUL COMBAT ».

SYNDICALISME — SPONTANEISME

Ce que fut l'attitude des syndicats au cours de cette grève a été tellement analysé depuis que chacun maintenant peut se faire sa petite idée. Les uns fouillant les déclarations, interprétant les gestes, prouveront la trahison et mettront en accusation les bureaucraties, les autres, analysant la situation prouveront ou justifieront les positions des centrales ou de telle centrale par rapport à telle autre. Si ce travail d'analyse méticuleuse des comportements de chacune des forces et véhicules de ces forces est important, il ne doit pas être ramené à une querelle sur les détails importants certes à l'instant de l'action, mais il doit servir à dégager une analyse ou la confirmation d'analyses se plaçant d'un point de vue général et historique.

L'attitude des syndicats représentatifs fut-elle en mai-juin originale par rapport à l'attitude des syndicats en général dans des mouvements révolutionnaires ou pré-révolutionnaires passés ? Ou au contraire, existe-t-il des similitudes telles qu'il soit possible de dégager une ligne générale de comportements de ces organisations dans de telles circonstances ?

Telle est la question que peuvent nous aider à résoudre les analyses événementielles de tout bord. Une tentative de réponse à cette question présuppose une prise de position personnelle (subjective) définissant de manière générale l'attitude non seulement des syndicats mais aussi des organes de masse qui naquirent au cours de la grève et par conséquent, de la manière dont ils sont nés, leur spontanéité ou au contraire, leur mise en place calculée et impulsée par des minorités révolutionnaires agissant en dehors du cadre politico-syndical officiel.

La première position personnelle retenue affirme que les syndicats n'ont pas déclenché le mouvement, ont été à sa remorque puis sont allés jusqu'à se dresser contre le mouvement pour empêcher que celui-ci ne les déborde. Cette position, bien que partagée par une grande partie de l'opinion publique, peut être contestée en particulier par les dirigeants syndicaux sans pour autant que leur interprétation des faits soit convaincante. Qu'en était-il sur ce point dans les mouvements passés ? On peut difficilement remonter à la commune de 1871 si ce n'est pour noter la prise en main de la situation par le peuple à l'aide des organismes de base qu'il se donne lui-même de la manière la plus directe qui soit, et simultanément l'effondrement et le débordement des organisations politiques de l'époque et même de la section de l'Internationale, peu développée il est vrai.

En 1905 en Russie, l'action des organisations structurées paraît complètement effacée à côté de la recherche fébrile des masses pour se donner une représentation réelle. Recherche qui aboutit à la création des soviets. Et les soviets ressur-

gissent en 1917. Il est notable que les narrateurs de la révolution russe (voir Trotsky, Voline, J. Reed) insistèrent tous sur le rôle des masses et des soviets. On peut noter également que même les partis politiques, c'est-à-dire les organisations structurées sont débordées et s'emploient à freiner le mouvement. Cette remarque s'applique encore plus pertinemment au parti bolchévique à propos duquel Lénine dans ses thèmes d'Avril dira que les masses sont cent fois plus à gauche que le parti. Trotsky, quant à lui dans son histoire de la révolution russe, nous montre comment lors des journées de juillet, face à l'insurrection populaire, le parti débordé et dérouter se décide finalement à suivre le mouvement pour tenter de l'arrêter.

Peut-on comparer ces partis politiques aux syndicats ? Sous certains aspects très certainement, aspects qui seront dégagés en analysant le phénomène syndical.

Allemagne 1919 — Italie 1920 : même phénomène d'opposition, entre les organisations structurées syndicalo-politiques et les organismes de masse engendrés par la lutte. Une attention particulière doit être accordée au problème espagnol en 1936. En effet, la structure des syndicats de ce pays (particulièrement de la C.N.T.) était assise sur des bases théoriques plus libertaires que dans tout autre pays. Malgré cela l'opposition masses-appareil surgit également dans la révolution espagnole (c'est là d'ailleurs l'objet d'une discussion qui dure depuis plus de 30 ans et qu'il est hors de propos d'entamer ici).

Ce ne sont là que des exemples historiques les plus connus du processus révolutionnaire dans la civilisation industrielle. De ces exemples, on peut tirer l'enseignement suivant, ne se voulant pas historiquement objectif mais bel et bien essentiellement discutable.

En période de lutte révolutionnaire aigüe, les organisations qui avaient en principe pour but de promouvoir cette situation reculent soudain devant l'état populaire et se trouvent à un moment en opposition avec lui. Ces organisations voient leur autorité contestée par celle d'organismes directement issus des masses en lutte et ont le réflexe de s'opposer (dans la mesure où elles ne sont pas complètement submergées), de freiner le dynamisme du mouvement. Mai et juin 1968 ont confirmé la réalité du processus. A quoi est dû le phénomène ?

Il faut pour répondre à cette question, tenter de disséquer « l'organisme » syndical et y chercher les éléments qui peuvent être à l'origine de ce comportement contradictoire.

Le syndicalisme est révolutionnaire originairement. Il affirme au début du siècle, devant l'extrême exploitation du prolétariat, que le problème social ne peut être résolu que par la suppression du salariat, du patronat, des classes. Ainsi le but du syndicalisme est clairement posé : la révolution sociale (1).

(1) Statuts de la C.G.T. — Congrès de Montpellier (septembre 1902) — article 2 — aujourd'hui article 1 : « La C.G.T. » a pour but :

1° Le groupement des salariés pour la défense de leurs intérêts moraux, matériels, économiques et professionnels.

2° Elle groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la **DISPARITION DU SALARIAT ET DU PATRONAT.**

Le syndicalisme qui se veut révolutionnaire est cependant une contradiction vivante.

Il faut en effet, pour atteindre le but, mobiliser les travailleurs, leur révéler leur propre force et pour cela mener une action revendicatrice immédiate avec pour but l'amélioration des conditions de vie présentes. Ces améliorations étant peu à peu, grâce d'ailleurs à des actions revendicatives violentes, concédées par le capitalisme, qui lui-même évolue, ont tendance à avoir des conséquences démobilisatrices. D'autre part, l'obtention de ces améliorations a impliqué, à partir d'un certain stade d'évolution du capitalisme, des négociations entre celui-ci et les représentants des travailleurs, les syndicats. Cette attitude revient en fait à une reconnaissance par les travailleurs du patronat, non pas comme ennemi irréductible mais comme adversaire avec lequel il est possible de pactiser. L'objectif révolutionnaire est ainsi, dans la pratique, relégué à un lendemain hypothétique (1).

Mais le capitalisme continue son évolution engendrée par ses propres contradictions. Proudhon a tracé dans son « Manuel d'un spéculateur » les grands traits de cette évolution qui va de l'« anarchie industrielle » à l'« empire industriel » en passant par la « féodalité industrielle » et qui n'est qu'une tentative désespérée de résoudre ces contradictions. Cette évolution liée à celle de la technique conduit à une complexité croissante de l'édifice social parallèlement à une amélioration matérielle lente de la condition ouvrière. Ainsi de pactisation en pactisation pour l'amélioration quotidienne de leurs conditions de vie, les travailleurs sont conduits à entamer un dialogue avec les représentants patronaux qui sont devenus des techniciens. Les représentants des travailleurs devront donc être aussi des gens compétents, des techniciens qui sauront par leur connaissance du système continuer à tirer de celui-ci les avantages possibles dans l'immédiat. Le processus, outre qu'il conduit inévitablement à la constitution de bureaucraties ouvrières, tend, par compromissions successives qui assurent une adhésion de travailleurs démobilisés, à une collaboration travailleurs-capitalisme-état qui rejette la contestation radicale.

Le capitalisme s'intégrant lui-même en un impérialisme (monopoles) qui nie ses origines (libre concurrence) tend à intégrer le syndicalisme devenu réformiste, qui nie lui-même ses origines révolutionnaires. La projection des contradictions du capitalisme à l'intérieur du syndicalisme intègre celui-ci au système jusqu'au moment où l'exacerbation de ces contradictions atteint le point de rupture qui, suivant le vœu (ou la prédiction) de Proudhon, doit donner naissance à la « démocratie industrielle ».

(1) Cette contradiction est tout entière contenue dans cet extrait de la Charte d'Amiens (congrès d'Amiens — octobre 1906) :

« Le congrès précise sur les points suivants cette affirmation théorique :

Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme. Il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste. Il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de la réorganisation sociale ».

Il pouvait sembler jusqu'ici que ce point pouvait être toujours repoussé par l'adaptation d'un capitalisme souple et conscient de ses faiblesses, donc relativement évolué. La grève généralisée de mai 1969 a montré une fois de plus qu'en ce domaine les esprits les plus scientifiques (surtout eux) étaient toujours aussi incapables de prévoir (donc d'orienter) un mouvement de masse, de ce fait spontané.

Les marxistes-léninistes aujourd'hui, après avoir dérouté comme tout un chacun, après avoir pris part au mouvement comme minorité politisée (il s'agit ici bien sûr des marxistes révolutionnaires oppositionnels, minoritaires et groupusculaires) tentent de nier toute notion de spontanéité. Cette attitude n'est pas surprenante, elle a été celle des bolchéviks en 1905 et bien sûr en 1917. Elle consiste essentiellement pour ces doctrinaires à faire entrer dans l'histoire la doctrine. S'ils ne nient pas théoriquement la puissance créatrice des masses, ils ne peuvent en réalité la concevoir que comme le révélateur de leur « vérité historique ».

Depuis juin, la réflexion philosophique opposée par certains léninistes au spontanéisme est d'une profondeur toute biologique : rien dans ce monde n'est spontané ! Il pourrait s'agir simplement d'une idiotie (il n'est pas exclu que ce ne soit le cas pour certains détenteurs de cette vérité) mais en réalité il s'agit surtout d'une volonté d'éluider, de masquer un problème théorique qui ferait apparaître la faiblesse essentielle de l'intouchable doctrine.

Spontanéité, quand il s'agit de mouvement de masse, ne signifie pas absence de toute cause. Si le mot est impropre à l'origine, il a aujourd'hui un sens qu'il est inutile de vouloir masquer par une querelle de vocabulaire.

Quand depuis des années les travailleurs ne répondent à aucune sollicitation des grandes organisations, quand dans le même temps des minorités révolutionnaires sont dans l'impossibilité de se faire entendre, quand, enfin, l'Etat, le capitalisme peuvent accentuer leur oppression impunément et que brusquement sans causes apparentes particulières, éclate un mouvement comme celui de mai, on peut tout de même affirmer qu'il s'agit là de spontanéisme.

Les grandes organisations n'ont lancé aucun mot d'ordre, l'Etat n'a fait ni plus ni moins qu'à d'autres époques (y compris sur le plan de la répression). Les minorités révolutionnaires ne se sont pas plus agitées : pourtant, il est arrivé un moment où d'abord dans le milieu étudiant, puis dans les usines, cette agitation a trouvé un écho. En fait, l'ensemble des travailleurs s'est trouvé en état de réceptivité.

Cet état provoqué par un trop plein d'aliénation, par un état dépressif des travailleurs qui conduit ceux-ci, abandonnant brutalement leurs soucis de sécurité, sur le chemin des actes gratuits, cette réceptivité donc est accentuée par l'action exemplaire des minorités révolutionnaires.

Le spontanéisme des masses signifie donc que celles-ci se sont mises en mouvement sans ordre de la part de leurs mentors habituels, sans motif apparemment particulier. Mais le fait le plus spontané de cette attitude est que les objectifs ont été fixés (artificiellement) après le déclenchement du mouvement. Ce qui est spontané c'est que les travailleurs sont sortis non pas pour faire aboutir les revendications classiques mais pour, plus ou moins consciemment,

contester leur propre genre de vie dans ce qu'il a de plus aliénant : le travail. A partir de ce moment-là, il est tentant bien sûr pour toutes les minorités politisées d'essayer de prendre la tête du mouvement pour le conduire par les chemins préalablement tracés. Et c'est à cet instant que l'opposition entre les attitudes libertaires et autoritaires se révèle pleinement.

Si le comportement libertaire se veut spontanéiste, ce n'est pas tant en soi mais par rapport au comportement autoritaire. Celui-ci, en effet, sûr de la valeur de sa doctrine, devant la disponibilité révolutionnaire des masses, se prétend investi de la mission historique qui consiste à mener la révolution à son terme. Niant ainsi toutes capacités créatrices aux travailleurs, les socialistes autoritaires arrivent fatalement tôt ou tard à se couper d'eux, à établir des rapports de dirigeants à dirigés qui peu à peu compromettent le but lui-même, c'est-à-dire la liberté.

Au contraire, l'attitude libertaire se veut fondamentalement non doctrinaire. Une confusion est courante sur ce point. Elle concerne la méthode et ce que l'on peut appeler la théorie.

Une remarque très simple caractérise (ou devrait) la méthode libertaire : quand il y a apparition d'autorité, il y a simultanément apparition du contraire, de la révolte et donc conflit. A partir de cette constatation que ne sauraient nier les dialecticiens modernes, l'attitude libertaire ne peut consister sur le plan de la méthode qu'en une recherche vers la plus grande liberté, excluant au maximum toute source d'autorité.

An niveau de l'action, cela signifie que les libertaires ne défendront pas un système mais des principes garantissant le plus possible la libre expression, la représentation de chaque instant le plus direct de l'ensemble des éléments de base. Le but était non de conduire en tant qu'avant-garde les masses, mais en tant que minorité consciente, de créer ou de sauvegarder ces conditions.

Ce n'est que dans la mesure où l'ensemble des travailleurs en mouvement aura pu choisir, se déterminer librement quant au but et à la conduite du mouvement que le conflit futur, dirigeants-dirigés a des chances d'être évité. La pratique libertaire dans un large mouvement révolutionnaire est donc essentiellement pragmatique. En ce sens, elle est, quelle que soit la légende, profondément réaliste.

Des travailleurs en révolte sont-ils capables de créer, de construire, de résoudre pratiquement les problèmes posés par leur révolte ? Il ne s'agit pas d'avoir une quelconque attitude mystique sur le « potentiel créatif des masses », de croire ou de ne pas croire, mais plus simplement de concevoir qu'en toute hypothèse les problèmes ne peuvent être résolus que par ceux-là même qui sont au cœur du problème et qu'aucune avant-garde ne peut le faire à leur place au risque tôt ou tard de se trouver en conflit avec la base. A partir de là, le rôle des minorités conscientes comme celui de chaque individu est bien sûr de s'exprimer, de proposer leurs conceptions dans le cadre d'une liberté la plus totale, étant bien entendu que la décision concernant l'ensemble sera prise à la base par l'ensemble.

Il n'est pas niable que le mouvement révolutionnaire de mai 1968 était caractéristiquement libertaire dans sa première phase. Tous les principes garantissant

un maximum de liberté d'expression à chacun, garantissant des décisions issues directement de la base, ont surgi... « spontanément » car le conflit à résoudre, clairement posé dès le début (le plus clairement peut-être dans un mouvement historique), était celui de l'autorité (sous sa forme moderne, l'aliénation) et de la liberté comme aspiration essentielle.

Chilosa

NOTES DE LECTURE

Max Nettlau : *La Première Internationale en Espagne (1868-1888)*. Reidel, Hollande, 1969, 683 p. Traduction, notes et édition de Renée Lamberet. 185 F.

La première remarque est le prix de ce livre, mis à part certaines bibliothèques et des universitaires, nous ne voyons pas qui pourra le lire. (Nous l'avons reçu à condition d'en faire un compte rendu).

Pourtant Lamberet est une camarade qui a été en Espagne (quelques articles sur la collectivisation dans « Solidaridad Obrera » de Barcelone, le 2-12-1937, p. 3, par exemple) et qui a écrit une « Chronologie et bibliographie de l'Espagne 1750-1936 » (éditions Ouvrières, prix très abordable) qui reste un instrument de travail indispensable. Nous ne pouvons donc que regretter que cet ouvrage soit si onéreux.

Max Nettlau était un historien de formation, qui a écrit et décrit la plupart des mouvements anarchistes. Il a encouragé un centre social d'Amsterdam à se spécialiser dans l'anarchisme, d'où les prix scandaleux des éditions hollandaises de Bakounine et de Nettlau. Comme il y a là également les archives de la C.N.T. et de la F.A.I... Nettlau n'y est pour rien dans la mesure où il n'a pas eu conscience des dangers du réformisme. Si nous ne sommes pas capables momentanément d'éditer ou d'archiver, mieux vaut attendre plutôt qu'engraisser les éditeurs capitalistes.

Nettlau, historien et militant, était-il objectif ? Il faut poser la question. Nous répondons que oui, parce qu'il n'a pas caché ce qu'il pensait de tel ou tel personnage historique et parce qu'il procède en se fondant sur l'érudition.

Si nous le comparons aux historiens de l'anarchisme : Arven, Guérin, Joll, Horowitz, Maitron, Masini, etc., ou aux spécialistes de l'Espagne Vincens i Vives, Vilar, etc., nous constatons que chacun d'eux est limité soit par ses conceptions idéologiques soit par ses sources d'information, et qu'aucun n'offre de garanties d'objectivité.

Il est temps de donner notre opinion sur l'ouvrage. Nettlau part de l'hypothèse que ses deux livres « Miguel Bakunin, la Internacional y la Alianza en España (1868-1873) » et « Documentos ineditos sobre la Internacional y la Alianza en España » Buenos-Aires 1925 et 1930 sont connus. Or ils sont presque épuisés.

Il procède à une description très détaillée et nuancée des courants politiques de gauche, des Cabétistes à Pi i Margall. Puis il passe à la description chronologique des congrès et des développements contradictoires de l'Internationale en Espagne.

La question de l'Alliance est très détaillée, mais le problème n'est pas clairement posé. Un mouvement syndical non reconnu se développe en même temps qu'une association secrète — Alliance — dont les buts vont de l'autodéfense à l'extrémisme révolutionnaire. Par prudence au moment de la Commune, le Conseil général d'Espagne émigre au Portugal, puis revient. Des plans de résistance à une répression possible sont préparés.

Selon Nettlau « les machinations de José Mesa et de Paul Lafargue » (qui parlait espagnol) suffirent à démolir l'Alliance au point que ses membres, ses groupes sont dénoncés, cités nommément dans les journaux ouvriers par d'ex-membres deux ans plus tard.

Deux hommes n'auraient pu détruire et ôter tout sentiment de sécurité et de solidarité (mouchardage public) parmi les internationalistes, s'il n'existait un conflit. Il nous semble que la plupart, tant partisans qu'adversaires de l'Alliance, étaient des ouvriers de formation petite bourgeoise — « jeunes enthousiastes, républicains » A. Lorenzo (in « Bakunin... », p. 36) et de niveau assez aisé (ouvriers du livre, peintres, tailleurs, p. 37).

Leur militantisme — d'après la lecture de Nettlau — paraît consister en « magouillage » (combines) de congrès d'abord entre ouvriers politisés et réformistes, puis entre réformistes, alliancistes et anti-alliancistes. D'où l'opinion de Lorenzo : « Nous n'étions pas les mandataires d'une organisation ouvrière qui procédât vraiment et rigoureusement de bas en haut, mais des théoriciens d'entendement supérieur qui imposaient leurs théories depuis le sommet de leur supériorité... » (NR N° 27, p. 63). En fait, ce qui caractérise la Première Internationale, c'est la similitude des méthodes opposées à la base des marxistes et des bakounistes.

Ce qui est curieux, c'est que les formes d'organisation de bas en haut du mouvement ouvrier ne disparurent pas (protestation d'un militant en 1872, p. 130). Même après une période d'interdiction et de représailles 1873-1880, le mouvement ouvrier espagnol se réorganisa. Durant cette période plusieurs tactiques furent utilisées : action directe, grèves et coopératives.

Ces tactiques différentes finissent par scinder le mouvement : « La plus grande partie en était formée par les ouvriers du textile catalan, facteur non révolutionnaire dans sa grande masse et les paysans andalous, élément disposé à la lutte agraire violente », (p. 397). L'organisation illégale était contrôlée par les ouvriers et freinait toute violence. La « mano negra » andalouse se forma (organisation secrète d'autodéfense), des dizaines de paysans furent pendus, des centaines emprisonnés (1883). L'organisation ne bougea pas, pour se maintenir intacte dans le futur (exemple typique de déformation d'un appareil, luttant pour sa survie, au mépris des luttes).

Dès que les discussions commencèrent, la rupture, la scission a lieu entre légalistes et partisans de l'action directe. Tout ceci avait lieu dans un climat de calomnie, répandues par les marxistes contre les uns et les autres.

En conclusion, ce livre est copieux, mais Nettlau ne donne presque jamais clairement une analyse des actions, des formes organisationnelles et des idées. Dans la mesure où le lecteur est amené à réfléchir sans se perdre dans les détails, ce livre est intéressant.

I. R.

SOLIDARITÉ

Cela fait 6 mois que six camarades italiens sont détenus arbitrairement à Lausanne et à Milan. C'est sans l'ombre d'une preuve qu'ils sont accusés de 26 « attentats terroristes », dont les deux principaux (gare de Milan, et foire internationale) ne peuvent être qu'une provocation : ils ont eu lieu tout de suite après Battipaglia, au moment où le problème du désarmement de la police était très sérieusement posé. Après ces deux attentats, il n'en a plus été question. (D'autre part, à Palerme, un groupe néo-fasciste, en possession d'armes, fut arrêté à la suite d'attentats semblables. Ils furent relâchés peu après, et le commissaire qui les avait arrêtés, fut déplacé.)

Paolo Braschi, Giovanni Corradini, Paolo Faccioli, Tito Pulsinelli, Eliane Vincelleone à Milan, et Angelo Pietro Della Savia à Lausanne, sont toujours en prison malgré des alibis vérifiables auprès d'une demi-douzaine de témoins (les avocats Leonario Galleoni, Alessandro Ancona, le metteur en scène Luigi Squarzina et l'éditeur Feltrinelli...).

Outre l'alibi, dont la police ne tient pas compte, il faut relever que l'ordonnance du magistrat instructeur doit être considérée comme nulle pour manque de motivation, n'ayant indiqué aucun élément de preuve à charge contre les détenus qui, depuis 6 mois, ne connaissent pas encore les motifs de leur arrestation. Cela est en contradiction avec l'article 11 de la Constitution, et surtout avec le paragraphe 2 de l'article 5 de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Dans ces conditions, les camarades arrêtés ont fait une longue grève de la faim. Pendant plusieurs semaines, d'autres camarades ont multiplié les interventions : manifestations dans toute l'Italie, grève de la faim devant le Palais de Justice de Milan, etc.

Ensuite la solidarité s'est exprimée hors des frontières : ambassade d'Italie et du Vatican, Office du Tourisme, à Paris, nombreuses actions à Grenoble, Toulouse, Bordeaux, et récemment à Francfort en Allemagne.

Récemment des événements nouveaux viennent de se produire. Faute de preuve, trois des emprisonnés allaient être mis en liberté provisoire, lorsque le juge d'instruction, contre les instances supérieures de la magistrature, réexpédia trois mandats d'arrêt les concernant, plus deux nouveaux contre deux camarades de Florence.

Ce petit jeu, qui peut évidemment durer longtemps, prouve l'embarras de l'appareil judiciaire italien, partagé entre l'accélération du processus de fascisation et le jeu de la carte du libéralisme. En tout cas, la libération de nos camarades serait une claque donnée au pouvoir qui tente depuis 6 mois de rejeter sur eux (ou leurs semblables) la responsabilité des violences en Italie (Battipaglia, Avola, Turin, Milan, Sardaigne).

Nous devons multiplier très rapidement les actions susceptibles de briser le mur du silence qui entoure cette affaire, et d'isoler la fraction fascisante du pouvoir.

N. B. Le fait que Giovanni Corradini et Eliane Vincelleone viennent d'être — enfin — libérés ne change rien au fond de l'article (mécanisme de la répression). De plus, quatre d'entre eux sont toujours en danger et deux nouveaux les ont remplacés à Florence.

30 novembre 1969.

DANS NOTRE COURRIER

Dé F. R. de Marseille :

... Quelques points de détails : à propos de ce que vous baptisez « éditorial », est-ce utile dans une revue d'études d'ajouter un chapeau voulant à la fois faire le lien entre les différents articles et l'actualité ? Ne vaudrait-il pas mieux le remplacer par quelques pages analysant la situation ouvrière ici et ailleurs, les luttes dans le monde ? Ceci n'est qu'une suggestion.

... Dans la revue, on n'a jamais abordé certains problèmes importants, en dehors même de toute actualité brûlante : — Biafra : nationalisme religieux et tribal ou régionalisme révolutionnaire ? — Les Kurdes et la révolution silencieuse. — Angola-Mozambique : la lutte armée contre la fille cadette de l'église (un peu abordé dans NR N° 23). — Vietnam : les deux ou trois impérialismes. — Cuba : où en sommes-nous ? (NR N° 20, 21).

Autre problème : en France la résurgence des régionalismes (colonisation intérieure — dépeuplement forcé — interdiction des cultures minoritaires...). Voir aussi le manifeste du F.L.B. (Front de libération de la Bretagne) dans « Le Monde » du 5/6-1-1969. Ce phénomène ne nous pose-t-il pas certaines questions ?

Je voudrais terminer ma lettre par quelques remarques sur les deux derniers articles du dernier numéro : j'aimerais savoir comment Montini peut affirmer sans démontrer que « le milieu touché par les chapelles est unique » car si l'on prend les différentes idéologies qui guident les chapelles, il y a tout de même un clivage qui se forme entre celles qui visent à la reconstruction d'un parti dit révolutionnaire du type léniniste (pro-chinois-trotskyistes et autres machins prolétariens) et celles qui ne sont que les troupes de choc des classes exploitées. L'analyse faite des chapelles part avant tout d'un point de vue théorique mais ne tient nullement compte de l'impact qu'elles peuvent avoir, en particulier la Ligue communiste qui, bien que ne remettant pas en cause le marxisme-léninisme, a dépassé le cadre étroit de la discussion abstraite sur des écrits vieux de cinquante ans. Ceci ne signifie pas que je me trouve d'accord avec elle. L'analyse manque de finesse car elle ne souligne pas les tentatives faites par quelques chapelles pour passer de la phase groupusculaire à celle de manipulateur de masses (un peu restreintes pour l'instant)*.

Une autre affirmation me semble péremptoire et sans fondement : il y aurait incompatibilité entre le militant et l'ouvrier. Je constate que l'idéologie dominante conduit une fois de plus à poser une opposition entre les domaines manuel et intellectuel.

Dans l'article de K..., je ne saisis pas le rôle que peut jouer un individu formé à la réflexion politique : s'il s'agit d'un mouvement de masse, ne doit-il pas s'y couler, non pour le suivre ou pour le diriger, mais simplement pour y participer ? Lors de la révolution maknoviste, Voline comme Archinov ont été les seuls — à quelques exceptions près — parmi les anarchistes à y participer, Archinov n'étant pas lui-même un anar. Tous les deux ont exprimé leurs regrets face à

* N.D.L.R. Nous disons un mot sur cet article (théorie des chapelles) dans une note-réponse à la lettre du camarade D. D. du Var.

une telle désertion. N'est-ce pas cela l'attitude qu'adoptent beaucoup de groupes dits anarchistes devant un mouvement de masse : refus d'y participer car la pureté de la « doctrine » n'est plus totale ? En définitive, faute de vouloir se salir les mains on en reste toujours au niveau des débats doctrinaux et des idéologies fumeuses.

Salissons-nous les mains, après cautions, mais pas l'inverse sous peine de rester spectateurs.

Du camarade D. D., dans le Var.

En lisant le dernier numéro 44 de NR, j'ai eu envie de vous écrire. Jusqu'à présent quand j'avais l'occasion d'écrire, je disais du dernier numéro : ça m'a plu, ça m'intéresse ; je disais cela tout en étant conscient de la stérilité, de l'absence d'intérêt d'un tel propos. Mais le manque de temps explique bien des choses... Cette fois, j'ai eu envie d'écrire un peu plus que « ça m'intéresse ». Je n'ai pu le faire tout de suite, mais j'ai voulu m'y attacher et trois mois après je m'y suis mis. Trois mois c'est long ; la stimulation à la plume a le temps de varier sa forme !

J'ai commencé par reprendre tous les numéros imprimés de NR (à partir du 28). J'ai relu pas mal !... Puis j'ai essayé de voir un aspect évolutif de NR (recherche de « points de vue NR », recherche de thèmes centraux, séparation période 28 à 38 et période 39 à 44, etc...). Je serais tenté de faire de beaux diagrammes avec des couleurs ! Une synthèse des textes caractéristiques, etc... pas le temps !

Je me bornerai bien sagement à vous donner mes « impressions »... Je vois deux grands thèmes centraux : l'autogestion et l'actualisation de l'anarchisme (il est vrai que cette expression peut recouvrir pas mal de choses !).

Dans la première période, le premier thème est abondant et classique (Espagne, Yougoslavie, Algérie). Dans la deuxième période, cet aspect classique cèdera le pas à l'actualité (avec mai et compagnie) et ce faisant le premier thème rejoint de deuxième.

Dans la première période, le deuxième thème est abordé le plus souvent sous forme d'édito ; mais ce qui caractérise essentiellement la forme de ces articles, c'est qu'ils critiquent ou mieux démystifient... Dans la deuxième période, se trouve en outre un souci de serrer de plus près l'actualité et les perspectives qu'elle offre (article concernant le syndicalisme, « action violente, action minoritaire, action de masse », etc.).

Bref on peut dire que les derniers numéros se polarisent sur l'actualité et ce faisant les deux thèmes, bien distincts au départ, « fusionnent ». Bien sûr, je me doute de l'arbitraire d'une telle vision — les numéros étant faits avec la « copie » prête au moment voulu — mais il n'empêche que la copie prête traduit les aspirations et les intérêts du moment et donc étalée sur un laps de temps suffisant, ma vision peut être assez juste.

Mais il y a plus. Actuellement, beaucoup recherchent une tactique, une attitude, un « comment continuer le combat ». Il y a les groupuscules classiques et leurs positions caractérisées — mais il y a aussi des tas d'exemples de recherches

effectives, ouverture d'esprit à l'appui. De ces diverses démarches parallèles mais non identiques ressort une certaine confusion, c'est aussi ce qui ressort de ce dernier numéro de NR. Que ce soit des articles de l'équipe NR ou des gars « extérieurs », il y a particulièrement dans ce dernier numéro une concentration dans les thèmes et autour d'une même préoccupation (motivée par l'actualité) il y a diverses démarches. D'une telle multiplicité, naît une certaine confusion, un certain malaise même (ce qui n'est pas grave en soi, l'important étant de dépasser ce stade). Il n'est pas question alors de trouver une ligne directrice, une juste façon de penser, laissons cela aux classiques groupuscules ! Par contre, il s'agit de faire fonctionner « l'esprit de synthèse » ou encore de rechercher la communication en décodant, recodant, ces langages divers. En bref, je vois de ci, de là des personnes ou des groupes élaborant une analyse de situation débouchant sur une tactique, mais je ne vois pas la recherche de relation entre tout ça. Il manque une vue d'ensemble ou alors, je suis tellement démuni que ça me passe par-dessus !... Cette impression je l'ai donc retrouvée avec le dernier « NR ». Et puisque j'en reviens à « NR », je dirai que de nouveaux numéros dans ce style risquent d'alourdir l'ambiance... Plus important m'apparaît dès maintenant la recherche des relations entre ces divers points de vue exprimés. Ce qui n'exclut tout de même pas de nouveaux points de vue, d'autant que la recherche synthétique ne sera jamais qu'un nouveau point de vue (tenant compte des précédents). En somme, il s'agit de rechercher un aspect évolutif, une dynamique dans tout ça.

Je suis à bout de mes réflexions sur « NR », sinon que je souhaite lire la suite de la théorie des chapelles et que je ne comprends pas très bien votre système de signatures. Ou on signe carrément, ou on ne signe pas (à la rigueur en mettant « un étudiant de Pampelune », par exemple !) — mais le système des AA, BB, ... ou des pseudonymes bidons ne me paraît pas très valable (...).

N.D.L.R. — Cette lettre appelle un commentaire. D'abord, nous remercions le camarade pour cette critique approfondie, c'est ce que nous demandons depuis longtemps. Sur notre « manque de synthèse », nous sommes conscients de la justesse de cette remarque : il est vrai que si la recherche d'une ligne directrice nous guide, en général, pour la confection d'un numéro, des tas de facteurs interviennent souvent pour faire voler cette belle recherche en morceaux. Il nous est ainsi arrivé de recomposer presque entièrement un numéro après avoir « saqué » tel ou tel de nos articles à la relecture parce que dépassé ou écrit trop hâtivement ! C'est donc l'éternel problème se posant à nombre de revues militantes : être d'abord une revue d'études ou faire un peu d'études et un peu d'agitation, ou s'orienter vers des numéros spéciaux ? Autant de questions que nous tentons de résoudre sans toujours y parvenir. Ainsi des articles annonçant de futures études et que nous n'avons pu mener à bien pour diverses raisons : pour « la théorie des chapelles » nous avons par exemple publié ce travail en espérant une suite, soit du groupe, soit des lecteurs ; pour le groupe, ce ne sera pas pour ce numéro, car nous ne voulons pas « remplir » à tout prix, mais rien n'exclut une reprise de cette étude plus tard, si nous nous jugeons en état de la continuer de manière constructive et intéressante. Quant aux signatures (vieille histoire aussi !) nous nous en tenons aux initiales pour les lettres de lecteurs, à un pseudo en général pour les rédacteurs (parfois groupés) d'articles. Ceci n'est d'ailleurs pas le plus important...

Reproduction autorisée de tous articles, même sans indication d'origine